

GOUVERNEMENT

Marchés publics : suspension des pénalités de retard sur les entreprises (Premier ministre)

P. 3

VISITE DE CHENGRIHA À LA 2^{ÈME} RM

Lutte contre le Covid-19 : l'ANP prête à consentir des "efforts aussi laborieux que dévoués"

P. 24

CORONAVIRUS

Belhimer réaffirme l'attachement de l'Etat à préserver la santé publique

P. 4

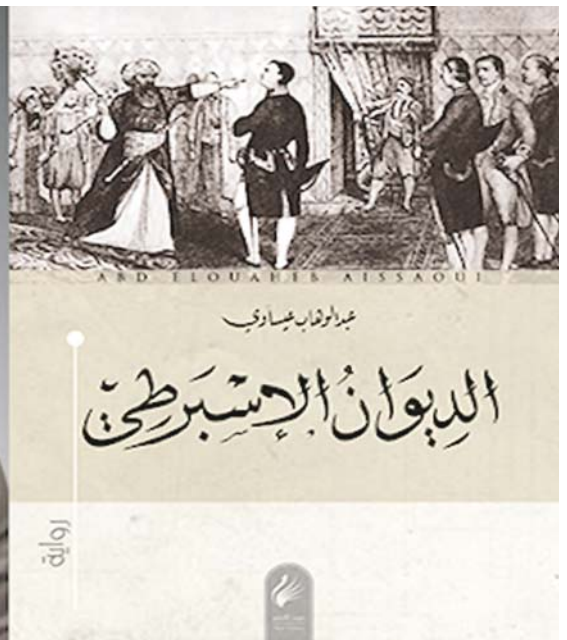
LAURÉAT DU PRIX INTERNATIONAL DE LA FICTION ARABE "BOOKER 2020"

Abdelouahab Aissaoui, une autre étoile dans le ciel de la littérature algérienne

Le romancier algérien Abdelouahab Aissaoui, a remporté le prix littéraire international du roman arabe Booker 2020 pour son roman "Eddiwan El Isbarti", a indiqué hier la direction du prix. La cérémonie de remise du prix a été annulée en raison des mesures de prévention contre la propagation du coronavirus, expliquent les organisateurs. Ce natif de Djelfa, en 1985, a construit son œuvre sur cinq personnages pour retracer une époque de l'histoire de l'Algérie située à la fin de la période ottomane et au début de la colonisation française. Publié chez l'éditeur algérien Mim, son roman bénéficiera d'un prix de 50000 Dollars et d'une traduction vers l'anglais. Le président Tebboune qui lui a adressé un message de félicitation lui a également promis qu'il sera "toujours à ses côtés."

P.p 3-24

DKnews



SOLIDARITÉ

"Les acteurs économiques appelés à aider les artisans dans la production des équipements de prévention contre le covid-19"

P. 4

COMMISSION MINISTÉRIELLE DE LA FETWA

"La non déclaration d'un cas de Covid-19, un acte religieusement proscrit"

P. 4

AMÉLIORATION DU SYSTÈME NATIONAL DE SANTÉ

La Commission de la santé de l'APN salue les décisions du Président Tebboune

P. 3

SANTÉ

CANCER DE LA VESSIE : Arrêter de fumer est la seule prévention

P.p 12-13

F ⚽ ⚽ TBALL

TRANSFERT Youcef Belaili décline l'offre de l'ES Tunis

P. 21



TECHNOLOGIES

Covid-19 : Guterres déplore une "dangereuse épidémie de désinformation" sur Internet

P. 17

JUSTICE - DIFFAMATION SUR FACEBOOK POUR LEURRER L'OPINION PUBLIQUE

Six mois de prison ferme à l'encontre des deux accusés

P. 24

SANTÉ - TRAVAIL

Le ministère du Travail dément l'information relative à la retenue sur salaire des employés de l'insertion professionnelle



Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale a démenti lundi dans un communiqué, avoir adressé des instructions pour procéder à des retenues sur le salaire des employés de l'insertion professionnelle au motif de contribuer à la lutte contre le Covid-19.

"Le ministère dément avoir adressé une quelconque instruction relative à la saisie sur rémunération des employés de l'insertion professionnelle au motif de contribuer à la lutte contre le Covid-19", estimant que "ces informations n'émanent d'aucune source officielle". Le ministère nie toute information à ce sujet relayé par certains médias, précise-t-on dans le communiqué, indiquant que "l'élan de solidarité manifesté par les travailleurs du secteur du Travail, en faisant don d'une partie de leur salaire, était une initiative volontaire et non contraignante, visant à alléger les effets du nouveau Coronavirus".

Dans ce sens, le ministère du Travail invite l'ensemble des médias nationaux à "ne tenir compte que des informations émanant du ministère avant toute publication", a conclu le communiqué.

BOUMERDES

Neutralisation d'un groupe de malfaiteurs suite à une altercation avec usage d'armes blanches à Hammadi

Un groupe de malfaiteurs, constitué de cinq éléments, a été neutralisé par les services de la Gendarmerie nationale à Hammadi (ouest de Boumerdes), suite à une altercation avec usage d'armes blanches, a-t-on appris, mardi, auprès d'une source du groupement territorial de la wilaya.

Selon la chargée de la communication auprès de la sûreté de wilaya, la lieutenant Kamilia Gounane, ces malfaiteurs ont été arrêtés, suite à un appel reçu sur le numéro vert « 1050 » de la Gendarmerie nationale, dénonçant « une altercation violente, avec usage d'armes blanches, entre les membres d'un groupe de malfaiteurs spécialisé dans le trafic de comprimés psychotropes, au niveau de la cité "Ouled Brahim" de "Hammadi", est-il signalé.

Suite à quoi une descente a été réalisée, sur les lieux, où les membres de ce groupe criminel, comptant des récidivistes, ont été arrêtés, avec la saisie en leur possession d'une "quantité considérable" de comprimés psychotropes (dont la teneur n'a pas été communiquée par la source), en plus d'armes blanches. Les prévenus seront présentés devant les autorités compétentes, dès parachèvement de l'enquête, a précisé la lieutenant, Kamilia Gounane.

M'SILA

6 mois de prison ferme pour diffusion de fausses informations sur la propagation du Covid-19

Le magistrat près le tribunal de M'sila a prononcé mardi une peine de six (6) mois de prison ferme assortie d'une amende de 100 000 DA à l'encontre d'une jeune fille arrêtée pour désinformation de l'opinion publique sur la propagation du Covid-19, a-t-on appris auprès d'une source judiciaire. La jeune fille, âgée d'une vingtaine d'années, jugée en comparution immédiate était poursuivie pour "diffusion des publications qui nuisent à l'intérêt national" et pour "diffamation sur les réseaux sociaux", a précisé la même source.

Les éléments du service de la police judiciaire de la sûreté de M'sila en coordination avec la brigade de lutte contre la cybercriminalité avaient procédé lundi à l'arrestation d'une jeune fille, auteur de "fausses informations" sur la propagation du Covid-19 dans sa wilaya à travers la publication sur son compte Facebook d'une vidéo, rappelle-t-on de même source.

CORONAVIRUS - ASSOCIATIONS

Distribution de 3.000 flacons de solution antiseptique à des hôpitaux à Sétif



Près de 3.000 flacons de 132 ml de solution antiseptique à base de Bétadine utilisée comme bain de bouche ont été distribués à des établissements hospitaliers de la wilaya de Sétif à l'initiative de l'association locale "caravanes médicales", a-t-on appris lundi de membres de l'association.

L'opération qui vise à soutenir les staffs médicaux dans leur lutte contre le Covid-19 a concerné les hôpitaux de Béni Aziz, Ain Azel, El Eulma, Djemila, Bougâa et le CHU Mohamed Abdennour Saâdna, en attendant de toucher d'autres établissements, a précisé à l'APS Ryma Boussoir, membre de l'association qui compte une centaine de médecins. Ainsi, 1000 flacons de cette solution ont été acquis par l'association auprès d'un laboratoire privé qui assure sa production et qui, à son tour, a fait don de 1000 flacons, tandis que 1000 autres flacons ont pu être acquis grâce à des dons de particuliers, a ajouté la même source.

Pr. Mehdi Mimoune, chirurgien au CHU Mohamed Abdennour Saâdna et membre de l'association a relevé l'importance de cette solution gargarisante pour la désinfection de la bouche et de la gorge et la limitation des risques d'infection.

Pour ce praticien, "se gargariser avec cette solution trois à quatre fois par jour pendant cinq jours préserve contre la contamination par le nouveau coronavirus", avertissant que "cette solution est déconseillée aux femmes enceintes, aux enfants et ceux atteints d'une maladie de la glande thyroïde".

Dr. Aboubakr Bouklerzaza, chirurgien-dentiste dans le même CHU, a relevé l'efficacité de cette solution dans l'élimination des bactéries, champignons et les divers virus dont le Covid-19 et a préconisé son usage durant cette période de lutte contre la propagation de la pandémie du coronavirus "dans le strict respect du mode d'utilisation".

TIZI-OUZOU/COVID-19

Mise en place d'une unité mobile de soutien psychologique



Une unité mobile de soutien psychologique aux personnes souffrant de stress à cause de la pandémie de coronavirus a été mise en place au niveau de la wilaya de Tizi-Ouzou, par les services de la direction locale de santé (DSP), a annoncé mardi son responsable, le Professeur Abbès Ziri.

S'exprimant lors d'une rencontre d'évaluation du plan opérationnel de lutte contre cette pandémie, le Pr Ziri a indiqué que cette unité mobile constituée de psychologues, psychiatres et de médecins généralistes, "travaillera en coordination avec les structures de santé locales pour accompagner psychologiquement les patients souffrants de stress à cause de cette pandémie".

Le wali, Mahmoud Djamaa, présent à cette rencontre a insisté sur "l'impératif de rigueur qui doit caractériser les enquêtes épidémiologiques pour détecter les porteurs afin de circonscrire et stopper la propagation de cette pandémie", au delà, a-t-il indiqué, "du volet technique et médical de la prise en charge qui doit être assurée".

ANNABA

Entrée en activité d'un laboratoire régional de dépistage du Covid-19



Un laboratoire régional de dépistage du Covid-19, créé dans le cadre des mesures de lutte contre la pandémie du nouveau coronavirus, est entré en activité mardi à Annaba après son agrément par l'institut Pasteur d'Alger, a-t-on appris du directeur de la santé et de la population, Mohamed-Nacer Daâmach.

Ouvert au sein du laboratoire de microbiologie Ibn Rochd relevant du CHU d'Annaba, ce laboratoire assurera les tests de dépistage du Covid-19 pour Annaba et les wilayas voisines dont El Tarf, Guelma, Souk Ahras, Tébessa et Skikda, a précisé le même responsable.

Ce laboratoire dont le staff médical, paramédical et de techniciens a bénéficié de formation nécessaire pour fournir les résultats des tests de dépistage du coronavirus en moins de 24 heures, est-il indiqué.

Encadré par 25 médecins, techniciens et paramédicaux, le laboratoire est capable d'effectuer 25 tests par jour et la cadence de son activité peut être renforcée en fonction de la situation épidémiologique, a-t-on ajouté. Outre la fourniture des équipements de protection au personnel du laboratoire, les autorités de wilaya ont prévu d'héberger les médecins et paramédicaux du laboratoire ne souhaitant pas être en contact avec les membres de leur famille dans les hôtels Magistic et Rym durant cette conjoncture exceptionnelle, a-t-on fait savoir.

SIDI BEL-ABBES

Coupe de l'alimentation en eau potable dans 14 communes suite à une panne technique



Une panne technique a provoqué une coupe de l'alimentation en eau potable (AEP) dans 14 communes de la wilaya de Sidi Bel-Abbes, a-t-on appris du chargé de la communication et l'information de l'unité de l'Algérienne des eaux (ADE).

Khaled Bel-Abbes a expliqué que l'opération d'approvisionnement en eau potable a connu une coupe depuis hier lundi à cause d'une panne ayant touché les transformateurs électriques au niveau de la station de pompage n 1, proche du barrage "Sid El Abdelli".

La coupe d'eau concerne 14 communes, outre des groupements d'habitats, dont Belboucha, Belouladi et Zerouala, a-t-on fait savoir.

L'équipe de maintenance rattachée à l'unité de l'Algérienne des eaux (ADE) est intervenue, avec les agents de la distribution de l'électricité et du gaz, pour réparer cette panne et le courant électrique au niveau de la station de pompage 1 de production.

Et, l'approvisionnement en eau potable sera rétabli à partir de cet après-midi, a-t-on indiqué de même source.

CORONAVIRUS

Belhimer réaffirme l'attachement de l'Etat à préserver la santé publique

Le ministre de la Communication, porte-parole du Gouvernement, Amar Belhimer a réaffirmé mardi à Alger l'attachement de l'Etat algérien à protéger la santé publique à travers "la mobilisation de tous les moyens matériels et humains contre la pandémie du COVID-19".

Intervenant en marge du point de presse quotidien consacré à la présentation de l'évolution de la situation pandémique du COVID-19 par le Comité de suivi de ce virus, M. Belhimer a déclaré à la presse que depuis l'installation de ce comité, "5 points essentiels ont été relevés dans la guerre contre la pandémie de coronavirus".

Il s'agit principalement, détaille le ministre, de "la mobilisation par l'Etat de tous les moyens humains et matériels nécessaires, ce qui dénote son attachement à la protection de la santé publique et des citoyens contre cette pandémie depuis janvier".

Il est question aussi "du rôle pivot de l'Armée nationale populaire (ANP) dans l'acheminement, en peu de temps, des matériels et équipements de lutte contre ce virus, de l'élévation du niveau de sensibilisation auprès de la société et du respect des



mesures préventives.

Le ministre s'est félicité de "la contribution des médias dans la valorisation du rôle des agents de la santé, de la protection civile et des corps de sécurité, loin des Fake news qui ont sali les réseaux sociaux".

Le porte parole du Gouvernement a exprimé, à cette occasion, "la grande recon-

naissance" que voue l'Algérie à la Chine à travers le caractère prioritaire accordée par cette dernière en matière de remises de matériels et équipements de lutte contre ce virus en dépit "des pressions que connaît la scène internationale".

Quatre-vingt-sept (87) nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19) et 13

nouveaux décès ont été enregistrés en Algérie durant les dernières 24 heures, portant ainsi le nombre de cas confirmés à 2070 et celui des décès à 326, alors que les cas de rémission s'élèvent à 691, avait indiqué le porte parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Djamel Fourar.

La création d'une Agence nationale de la sécurité sanitaire permettra de parer à toute urgence (SNAPO)

Le président du Syndicat national algérien des pharmaciens d'officine (SNAPO), Messaoud Belamri a qualifié mardi la création d'une Agence nationale de la sécurité sanitaire, annoncée lundi par le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, de "mesure nécessaire", en ce sens qu'elle permettra d'anticiper efficacement toute imprévu sanitaire.

Invité de la chaîne 1 de la radio nationale, M. Belamri a affirmé que la sortie du Président Tebboune lundi vers plusieurs structures sanitaires à Alger "a donné davantage de confiance aux médecins et à l'ensemble des personnels de la santé", ajoutant que cette sortie a été couronnée par des "décisions importantes", dont la création d'une agence nationale de la sécurité sanitaire qui aura à s'acquitter de "tâches primordiales", notamment de prospection, et ce à la faveur de plans et de recommandations en matière de lutte contre les risques sanitaires.

Il est temps d'appliquer en Algérie cette mesure déjà adoptée dans plusieurs pays développés dont les USA", a-t-il insisté, ajoutant que le recours à des plans sanitaires élaborés a priori permettra à l'Etat de confronter n'importe quelle urgence de manière efficace et rapide.

Et d'ajouter que cette agence pourra également planifier la mise en place d'une stratégie industrielle des médicaments et des produits pharmaceu-

tiques, assure le même responsable qui a proposé de créer cette instance dans le cadre d'un décret présidentiel.

Evoquant le rôle des pharmaciens dans la lutte contre la pandémie de nouveau coronavirus, M. Belamri a fait état de 11.000 officines réparties sur le territoire national au service du citoyen. A ce propos, il a mis en avant certains obstacles entravant l'exercice de cette profession en cette conjoncture exceptionnelle dont le manque d'approvisionnement et la difficulté de déplacement durant le confinement sanitaire ce qui empêche les pharmacies d'assurer un service permanent de 24h/24, rappelant que la liste des pharmaciens permanenciers est consultable sur le site web du ministère.

Par ailleurs et dans le cadre de la contribution à l'effort de la lutte contre Covid-19, M. Belamri a fait savoir que le SNAPO avait organisé plusieurs campagnes de sensibilisation et collecté des dons consistant en des masques et équipements médicaux, précisant que 140.000 masques ont été distribués à Blida et à Alger.

Une opération qui devrait être élargie à 15 autres wilayas y compris Bouira et Bordj Bou Aarréridj où 300.000 masques seront distribués.

Il s'agit également de la distribution de 50.000 affiches à travers plusieurs espaces publics pendant la première semaine de l'apparition de la pandémie

en Algérie.

Répondant à une question sur la rareté de certains médicaments, M. Belamri a précisé que les malades et les pharmacies souffraient toujours de cette situation.

"Nous avons saisi il y a trois semaines le ministère de la Santé à propos de ce sujet (rareté de certains médicaments), la dernière liste envoyée comporte 100 médicaments de différentes maladies et 100 autres, fortement demandés", a-t-il répliqué. Quant aux raisons de cette rareté, le même responsable a cité notamment les mesures liées aux opérations d'importation et le problème de la tarification, mettant en garde, par là même, contre le manquement à résoudre ce problème au détriment de la pandémie du COVID-19 qui a retenu l'attention de tous.

Il a appelé à autoriser les distributeurs à approvisionner les pharmacies en chloroquine, traitement utilisé pour soigner certaines maladies chroniques afin d'éviter de mettre les patients concernés en danger.

Concernant le système de santé du pays, M. Belamri a déclaré que "ce système a besoin d'une réforme radicale à travers une action complémentaire et coordonnée entre les secteurs public et privé et les pharmacies d'officine", mettant en avant la nécessité d'organiser le marché du médicament, d'assurer la disponibilité et la stabilité de l'approvisionnement, et de mettre en place une stratégie d'autonomie.

Il a déploré, en revanche, l'absence de la mise en place d'un tissu industriel répondant aux simples besoins dont les gels hydro-alcooliques et les masques, voire même la matière première pour la fabrication de la chloroquine, relevant qu'il y a des compétences algériennes capables de relever ce défi.

Par ailleurs, M. Belamri s'est félicité des instructions du Président de la République concernant l'acheminement des médicaments et des équipements médicaux par le transport aérien, soutenant que "le problème d'approvisionnement existe aussi bien au Nord qu'au Sud".

SYNDICAT

Le SNPSSP accueille favorablement la décision d'abrogation du service civil

Le Syndicat national des praticiens spécialistes de la santé publique (SNPSSP) a accueilli favorablement, mardi, la décision du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune portant abrogation du service civil, soulignant que "cette mesure servira la santé publique".

Le président du SNPSSP, Dr Mohamed Youssi s'est félicité de la décision prise par le Président de la République qu'il a qualifiée d'"équitable", soulignant avoir défendu, depuis 2002, l'abrogation du service civil pour les médecins spécialistes.

Pour ce qui est des mesures incitatives concernant la perception d'un double salaire pour les médecins désirant travailler dans les régions démunies, le syndicaliste a mis l'accent sur la nécessité d'accompagner ces mesures par d'autres sur le plan social pour "maintenir ce corps dans le secteur public".

Par ailleurs, Dr. Youssi a plaidé pour la révision des statuts du SNPSSP et le règlement de la discrimination qui frappe ce corps en matière d'imposition. Le chef de service cardiologie au CHU Nafissa Hamoud (ex-Parnet), Pr. Djamel Eddine Nibouche a qualifié la décision du Président de la République de "décision judicieuse qui sert l'intérêt de tous", une décision, a-t-il dit, qui mettra fin aux souffrances de ce corps.

Selon lui, le service civil est un "échec avéré" puisque malgré son application, les habitants des régions concernées ne bénéficient pas de prestations adéquates et les médecins n'exercent pas dans de bonnes conditions.

Parmi les raisons ayant concouru à cet échec, Pr. Nibouche a notamment cité le manque flagrant de moyens et de plateaux techniques fonctionnels, appelant à assurer d'abord une couverture sanitaire en médecins généralistes avant de réunir les conditions d'une couverture en spécialistes.

Le secteur a besoin d'une véritable modernisation et d'un plan national à même de créer les conditions nécessaires à la prise en charge des habitants des régions du sud et des Hauts Plateaux, a affirmé le spécialiste, estimant que les mesures incitatives et le doublement du salaire seuls "ne suffisent pas" et "ne sauraient donner les résultats escomptés" tant que les conditions de travail n'évoluent pas.

AMÉLIORATION DU SYSTÈME NATIONAL DE SANTÉ**La Commission de la santé de l'APN salue les décisions du Président Tebboune**

La Commission de la santé, des affaires sociales, du travail et de la formation professionnelle de l'Assemblée populaire nationale (APN) a salué mardi les décisions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, concernant le secteur de la Santé, notamment l'amélioration des conditions de travail des médecins et la révision de la grille de salaires. "La Commission de la santé, des affaires sociales, du travail et de la formation professionnelle salue l'ensemble des décisions prises par le Président Tebboune, notamment la révision du système de santé et sa restructuration globale à travers la création d'une agence nationale de la sécurité sanitaire, outre l'amélioration des conditions des professionnels de la santé et la valorisation de leurs efforts dans la lutte contre le Covid-19 ainsi que l'amélioration des conditions de travail des médecins et la révision de la grille de salaire", a indiqué un communiqué de la chambre basse du Parlement.

La commission a suivi avec intérêt la visite effectuée par le Président de la République lundi à Alger à l'hôpital de Béni Messous et à la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH) ainsi que sa visite à la commission chargée de covid-19 au niveau du ministère de la Santé où il a "affirmé que notre pays maîtrise la situation" ce qui a conforté et rassuré les citoyens.

A cette occasion, la commission a appelé le Peuple algérien à "adhérer aux efforts des hautes autorités du pays afin de sortir de cette crise en respectant le confinement sanitaire et en appliquant les mesures prises tout en faisant prévaloir l'intérêt général pour pouvoir endiguer cette pandémie".

COMMISSION MINISTÉRIELLE DE LA FETWA

«La non déclaration d'un cas de Covid-19, un acte religieusement proscrit»

La commission de la Fetwa relevant du ministère des Affaires religieuses et des wakfs a décrété, mardi, que "la non déclaration" d'un cas de contamination au nouveau coronavirus était un acte religieusement proscrit, affirmant qu'il était impératif d'en informer les autorités compétentes. Dans un communiqué sanctionnant la réunion de ses membres, lundi, la Commission a considéré "proscrit religieusement, tant pour la personne concernée elle-même que pour ses proches et connaissances, la non déclaration d'un cas de maladie contagieuse, comme le Covid-19", soulignant "l'impératif d'en informer les autorités compétentes et de se soumettre au confinement sanitaire et au traitement".

"Quiconque vient à taire son atteinte (au Covid-19) entraînant ainsi la contamination d'autres personnes aura commis un péché et celui qui en est informé et omet de le déclarer aura été complice de cet acte proscrit", a décrété la Commission.

A ce propos, elle a préconisé "la coopération avec les autorités compétentes de l'Etat à la conscientisation de l'ensemble des citoyens à la transparence totale à travers le signalement de cette maladie infectieuse grave tant par le malade lui-même que par son entourage afin d'endiguer la pandémie, voire l'éradiquer, partant du devoir de conseil entre les membres de la société".

En outre, la Commission ministérielle de la Fetwa a appelé les acteurs des professions, métiers, activités, industries et commerces dont dépendent les besoins et nécessités des citoyens au "respect des règlements en vigueur pour l'exercice de leur activité et travail en prenant toutes les mesures préventives pour se protéger et protéger les autres", ajoutant qu'il s'agit là d'une obligation envers la société, voire de devoirs dont l'accomplissement est rétribué et le manquement puni.

Exhortant les Algériens à la compassion à l'égard des familles éprouvées par la perte d'un proche, elle a souligné que "la rétribution du Cahid s'étend à celui qui se conforme au confinement sanitaire pour se protéger et protéger les autres même si celui-ci guéri et demeure vivant". Elle a exhorté, également la famille algérienne à mettre à profit cette opportunité pour l'accomplissement des prières en groupe (djamaa), l'évocation d'Allah, le Douaa et la lecture du Coran.

Concernant le mois de Ramadan, la Commission a expliqué que la situation exceptionnelle induite par la pandémie Covid-19 "ne permettra pas cette année l'organisation des tables d'Ifitar" appelant cependant au maintien des actions caritatives en les adaptant à la conjoncture, à travers l'aide aux familles en nature ou en fonds et préconisant "l'adhésion à l'effort national" engagé dans ce sens.

SOLIDARITÉ

Les acteurs économiques appelés à aider les artisans dans la production des équipements de prévention contre le covid-19 (Mermouri)

Le ministre du Tourisme, de l'Artisanat et du Travail familial, Hacène Mermouri a appelé, mardi à Alger, l'ensemble des entreprises et acteurs économiques à fournir les artisans de matières premières entrant dans la production des moyens et équipements de prévention contre le Covid-19.

Lors d'une déclaration à la presse à l'issue d'une visite d'inspection d'un atelier de production de bavettes et d'autres moyens de prévention contre le covid-19, accompagnée de la ministre de la Solidarité, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaoutar Krikou, le ministre a insisté sur "la nécessité d'apporter de l'aide aux artisans qui se sont portés volontaires pour la production des matériels de prévention contre cette pandémie, et ce en leur fournissant les appareils de stérilisation et les matières premières".

Saluant "le grand élan de solidarité manifesté par les artisans en cette conjoncture délicate que traverse le pays en vue d'assurer les moyens de prévention conformes aux standards en vigueur, en dépit du manque de moyens", M. Mermouri a mis l'accent sur l'importance "d'encourager l'action bénévole et humanitaire enracinée dans la culture de la société algérienne".

A cette occasion, le ministre a fait état de "la production de plus de 500.000 masques médicaux et de milliers d'autres équipements dont des tabliers, combinaisons et autres".

Après avoir souligné que toutes les chambres de l'ar-



tsan et des métiers au niveau national se sont inscrites dans cette démarche humanitaire, M. Mermouri a rappelé qu'un nombre considérable de bénévoles y participent dans l'objectif d'endiguer la propagation de cette pandémie mortelle".

Il a, dans ce contexte, souligné l'importance de "la coordination avec le ministère de la Solidarité nationale pour aider les artisans à concrétiser leurs différents projets sur le terrain".

De son côté, le ministre de la Solidarité nationale a salué "l'élan de solidarité et les initiatives bénévoles des

artisans et de la société civile dans la conjoncture difficile que traverse le pays, en raison de la propagation de l'épidémie du Covid-19", faisant part de "la disponibilité de son secteur à soutenir les artisans et les jeunes en leur accordant des micro-crédits dans le cadre de l'Agence nationale de gestion du micro-crédit (ANGEM) pour la réalisation de leurs projets", notamment dans le domaine de la production d'équipements médicaux qui nécessite, a-t-elle dit, "l'accord du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière".

La ministre a évoqué, dans ce cadre, la plate-forme électronique mise en place par son département pour faciliter l'enregistrement de tels projets, indiquant qu'elle sera bientôt présentée dans les médias.

Par ailleurs, Mme Krikou n'a pas manqué de saluer le rôle des femmes algériennes parmi les artisans, les médecins, les infirmières et les employés qui, a-t-elle affirmé, "n'ont cessé de participer aux actions humanitaires et bénévoles, aux côtés des hommes, afin d'aider les citoyens à lutter contre la pandémie".

CONFINEMENT

Les journalistes de Blida toujours au front en dépit des difficultés et des risques

Les journalistes de la wilaya de Blida, qui est soumise à un confinement total depuis le 24 mars dernier pour freiner la propagation du nouveau coronavirus (Covid-19), demeurent déterminés plus que jamais à transmettre l'information au citoyen, en dépit du risque d'infection par le virus, conjugué aux difficultés de déplacements pour arriver aux sources d'informations, ont affirmé, à l'APS, un groupe de confrères.

En cette période sanitaire inédite, le travail de journaliste s'est, en effet, considérablement compliqué à Blida, comparativement aux autres wilayas du pays.

Les déplacements sont devenus limités en dépit des autorisations spéciales de circulation, outre le risque de contamination qui plane partout, en l'absence des moyens de protection.

C'est le cas du journaliste Walid Hamdadou, employé au siège de la chaîne TV "El Bilad" à Alger, contraint de travailler à partir de Blida, où il est domicilié.

"En cette période sanitaire difficile, le journaliste est devenu une sorte de +Moussebel+ (quelqu'un qui se sacrifie pour les autres), pour accomplir son devoir d'information et de service public visant à sensibiliser la population", a-t-il estimé, dans une déclaration à l'APS.

"Une tâche devenue d'autant plus complexe avec le manque de communication de la part des responsables des wilayas, ce qui nous contraint", a-t-il ajouté, à "faire davantage de travail de sensibilisation, au lieu de chercher le scoop ou une couverture de terrain, devenue actuellement rarissime, exception faite des caravanes de solidarité, et autres communiqués de presse, qui me permettent de transmettre aux ci-

toyens les développements de la situation dans la wilaya", a souligné M. Hamdadou.

"En dépit du respect des gestes barrières, la crainte de ce virus invisible est permanente, car nous évoluons dans un champ miné", a-t-il déploré.

"Je suis devenu extrêmement alarmiste, et je vois les symptômes du virus partout. J'ai peur pour ma famille et mes enfants.

Dès que je rentre chez-moi, je me douche immédiatement et mes vêtements sont désinfectés", a-t-il tenu à préciser.

Cette crainte est partagée par son confrère du quotidien national "Horizons", Mokhtar Keddada, qui comme tous les journalistes, accomplissent son travail d'information, à l'annonce du premier cas de Covid-19, en réalisant des reportages et couvertures dans les hôpitaux et d'autres lieux de la wilaya.

"Avec la propagation du virus, la situation a changé, car mon contact quotidien avec des personnes, éventuellement contaminées (sans le savoir bien sûr), m'a rempli de panique", a-t-il raconté à l'APS.

"J'étais quasi sûr d'avoir été contaminé, mais heureusement, il n'en était rien, alors j'ai décidé de travailler à distance", a-t-il ajouté, tout en insistant sur l'absence des moindres moyens de protection (bavettes) contre ce virus, ce qui, a-t-il affirmé, "rend le travail de terrain extrêmement dangereux".

Ce même journaliste a déploré, en outre, "l'énorme difficulté, voire l'impossibilité d'arriver à la source de l'information", expliquant, par là, son recours au "téléphone, voire même à facebook, pour avoir l'information, après sa confirmation évidente", a-t-il assuré.

"Désormais le gros de notre travail est actuellement axé sur l'information de proximité, qui est la seule disponible pour nous", a-t-il fait savoir.

La même situation exceptionnelle est vécue par la Direction régionale Centre de l'agence Algérie Presse Service (APS), notamment le bureau de Blida, dont les journalistes œuvrent quotidiennement à la transmission de l'information locale, à partir de chez-elles, tout en faisant des couvertures, quand la situation l'exige, comme ce fut le cas pour les deux vi sites du Premier ministre, Abdelaziz Djerad, dans la wilaya, selon la responsable du bureau, Sara Kessoum.

D'après elle, la direction centrale de l'APS a émis, "quelques jours après l'annonce du confinement total (de Blida), une instruction offrant la possibilité aux journalistes de travailler à distance (télétravail), tout en poursuivant les couvertures de terrain", a-t-elle dit, "cependant le travail de terrain est devenu, chaque jour plus dangereux, avec la hausse des cas de Covid-19, dans la wilaya", a-t-elle déploré.

Mettant en avant son "amour du métier de journaliste et sa conscience professionnelle, qui lui dicte de faire de son mieux, sa confrère Ghania Bouabdellah a assuré qu'elle continue de faire son travail en recourant, en grande partie, à son téléphone, pour "tous mes contacts avec les responsables et les autres sources d'information", a-t-elle fait savoir.

Admettant, néanmoins, avoir été contrainte de se déplacer, dans certains cas, pour des couvertures d'importance, Mme.

Bouabdellah n'a pas caché le sentiment "de grande peur", qui l'accompagnait durant ces sorties.

"Tout me faisait peur, les rues désertes, parler avec des gens éventuellement infectés (médecins, experts, corps sécuritaire, associations), notamment en l'absence de moyens de protection, même au niveau des pharmacies", a-t-elle souligné.

La solidarité radiophonique, une autre forme de confraternité

"Et cette situation sanitaire inédite, tant pour l'Algérie, que pour la wilaya de façon particulière, la Radio de Blida fait l'événement, à l'échelle locale, en étant devenue un plateau de solidarité entre les différentes chaînes radiophoniques centrales", comme exprimé par son directeur par intérim, Adlane Dekkar.

Selon le responsable, la Radio de Blida réunit actuellement de nombreux journalistes relevant d'autres radios centrales, à l'exemple de Radio Algérie Internationale, la Radio chaîne 3 (d'expression française), la Chaîne 2 (Tamazight), la Chaîne, tous contraints de rester, cher-eux à Blida, mais qui continuent contre vents et marées d'accomplir leur travail, à partir du siège de la Radio locale.

Il s'agit là, a-t-il ajouté, de "l'expression d'une solidarité radiophonique par excellence.

Les journalistes échangent leurs informations et travaillent ensemble, et la Radio de Blida en profite, également, pour réduire la tension due à l'exemption de travail de certains de ses journalistes, concernés par les mesures exceptionnelles portant sur les femmes allaitantes, enceintes, ou ceux ayant des malades chroniques", a expliqué le même responsable, qui a précisé que la Radio de Blida a adapté ses programmes à la conjoncture actuelle, en axant sur les activités de sensibilisation et de

solidarité. "Les conditions de travail actuelles sont très difficiles, car il n'est pas facile d'évoluer à notre aise, au vu de la propagation effarante de ce virus, et qui de plus est dans une wilaya enregistrant le plus grand nombre de cas d'atteintes et de morts", a estimé, à ce propos, Samia Ghitra, journaliste à la Radio de Blida.

"Cela ne nous empêche pas de rester mobilisés, même si nous avons réduit les reportages de terrain, pour multiplier les entretiens téléphoniques, tout en maintenant le terrain, quand la situation l'exige", a-t-elle souligné.

Un fait corroboré par son collègue Elias Abbas, qui a affirmé que "95% des informations sont actuellement obtenues, via le téléphone.

Nous exploitons essentiellement notre réseau relationnel dans la recherche de l'information, désormais axée sur la sensibilisation du citoyen sur les bienfaits du confinement sanitaire", a-t-il observé.

Quant à Mohamed Saim, rédacteur en chef par intérim, chargé de la section politique à la Chaîne 3, contraint de travailler à partir de la Radio de Blida, il s'est plaint de "la difficulté de l'obtention de l'information, conjuguée à l'indisponibilité des moyens de protection et de transport", a-t-il dit.

"Je suis obligé de me déplacer avec mon véhicule personnel, mais parfois se pose un problème d'indisponibilité de carburant, qui m'empêche de mener mon travail à bien", a-t-il déploré.

Il a affirmé, néanmoins, qu'il demeure "déterminé à faire son travail d'information, rapporter fidèlement la réalité du citoyen, et accomplir un service public digne".

BATNA/COVID-19: Prédiction de production de 140.000 bavettes médicales par la formation professionnelle

Le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels de Batna prévoit la production de 140.000 bavettes médicales et 2.600 combinaisons de protection destinées aux corps médicaux pour conforter les efforts déployés localement dans la lutte contre la propagation du Covid-19, a-t-on appris mardi du directeur de wilaya, Saâd Ferahta.

A ce jour, plus de 13.000 bavettes médicales et 340 combinaisons de protection ont été confectionnées selon les normes requises, a-t-il déclaré à l'APS, précisant que ces articles ont été mis à la disposition de la commission de wilaya de vigilance et de suivi de la crise.

Ces articles de protection sont confectionnés dans 20 ateliers ouverts à travers 15 centres de la formation et de l'enseignement professionnels dans la wilaya, a fait savoir le même responsable.

Cette initiative de solidarité à laquelle ont contribué

des bienfaiteurs en assurant la matière première, a connu un engouement remarquable de la part des employés de ce secteur depuis son lancement, il y a 2 semaines avec 3 ateliers ouverts dans un premier temps dans un centre de la formation professionnelle du chef lieu de wilaya, a-t-on ajouté.

Une opération de production de gel hydro-alcoolique à l'Institut spécialisé du même secteur, situé sur la route de Tazoult dans la ville de Batna sera lancée "dans les prochains jours", selon M. Ferahta.



MASCARA - COVID-19

Des entreprises privées font don de produits différents à l'hôpital Issaad Khaled de Mascara

L'hôpital Issaad Khaled de la ville de Mascara a reçu des produits différents d'une valeur de 1,6 million DA sous forme de dons d'entreprises privées activant dans les carrières de la wilaya dans le cadre des efforts de solidarité permettant de faire face à l'épidémie du Covid-19, a-t-on appris mardi de Ferouane Kouider, directeur de l'environnement qui supervise la coordination de l'opération.

Dans une déclaration à la presse, M. Feraoune a indiqué que des entreprises privées exploitant des carrières dans les communes de Mascara et Tizi ont

remis hier lundi du matériel d'hygiène et de désinfection, d'appareils de stérilisation et d'outils de protection à l'hôpital Issaad Khaled, approuvé comme établissement hospitalier de référence de la wilaya pour traiter les personnes affectées par le coronavirus.

Ces aides sont constituées de tabliers, bavettes, combinaisons de protection, visières et couvre-chaussures destinés aux médecins et au staff soignant, mais aussi aux employés chargés du nettoyage, ainsi que des couvre-matelas au profit des patients traités, a-t-on fait savoir.

Pour sa part, la direction de l'environnement de la wilaya de Mascara a fourni des conteneurs à déchets et des bacs pour les médicaments, des moyens de traitement utilisés, sacs à déchets, désinfectants et combinaisons de protection, en plus des dispositifs de stérilisation pour le matériel médical.

L'entreprise de collecte des ordures ménagères et l'entreprise de gestion des centres d'enfouissement technique des déchets menent des campagnes de stérilisation quotidiennes qui concernent tous les sièges de directions et les cités d'habitation des communes.

TÉBESSA/SOLIDARITÉ

Distribution de plus de 5.000 colis alimentaires aux habitants des zones d'ombre

Plus de 5.000 colis alimentaires ont été distribués au profit des familles nécessiteuses vivant dans les zones d'ombre de la wilaya de Tébessa, depuis le lancement des opérations de solidarité, coïncidant avec la propagation du Covid-19 et les appels à limiter les déplacements, a indiqué mardi le chef de l'exécutif local.

"Depuis le lancement des opérations de solidarité, suite à la propagation du nouveau virus Corona et l'application du confinement sanitaire,

plus de 5.000 colis ont été distribués, composés de divers produits alimentaires, dont la semoule et la farine, l'huile, les légumes, le poulet, les légumes secs et autres produits", a précisé Moulati Atallah dans une déclaration à la presse en marge du coup d'envoi d'une nouvelle caravane de solidarité ciblant près de 1.000 familles à travers 14 communes.

Il a dans ce sens ajouté que ces opérations de solidarité visent à aider les familles nécessiteuses à sur-

monter les conditions de vie difficiles, liées au confinement sanitaire pour endiguer la propagation de la pandémie du Corona virus assurant que ces opérations devront se poursuivre pour accompagner les ménages "dans ce contexte sanitaire et social exceptionnel".

Le wali a salué l'élan de solidarité des différentes associations caritatives, des hommes d'affaires, députés de l'Assemblée populaire nationale ainsi que les directions du commerce, les ser-

vices agricoles, l'action sociale, la conservation des forêts et la Chambre de l'agriculture dans l'organisation de ces caravanes de solidarité.

Le même responsable a également révélé qu'une large opération d'actualisation des listes de familles nécessiteuses, futures bénéficiaires des aides financières pour le mois de Ramadan a été lancée, soulignant que jusqu'à présent plus de 41.000 familles ont été recensées dans les différentes communes de la wilaya.

EL TARF - TERRES - CONCESSION

Attribution de plus de 6000 actes de concession de terres agricoles

Plus de 6.000 actes de concession de terres agricoles du domaine de l'Etat ont été attribués à des exploitants à El Tarf, dans le cadre de l'opération de conversion du droit de jouissance en droit de concession, a-t-on appris, lundi, auprès de l'Office national des terres agricoles (ONTA).

"Depuis l'entrée en vigueur de la loi 10/03, fixant les conditions et les modalités d'exploitation des terres agricoles du domaine privé de l'Etat, pas moins de 6.101 actes de concession a été délivré par la commission chargée de cette

opération, pour une superficie globale de l'ordre de 28.000 hectares", a précisé la directrice de l'ONTA, Mme Soumaya Khiri.

La même source a indiqué que 280 projets agricoles ont été conclus dans le cadre d'un partenariat avec des investisseurs privés, conformément aux procédures de mise en œuvre du droit de concession sur les terres agricoles relevant du domaine privé de l'Etat. Tout en précisant que la superficie ciblée dans le cadre de ce partenariat est estimée à 2.000 hectares, la même

source a fait savoir que 587 hectares d'arbres fruitiers divers dont 163 hectares d'agrumes ont été réalisés.

La wilaya d'El Tarf qui dispose d'une superficie agricole globale de l'ordre de 84.000 hectares dont 74.173 hectares de SAU (superficie agricole utile) compte 12.000 exploitations agricoles dont 6.000 de statut privé, 1.161 EAC (exploitations agricoles collectives) pour une superficie de 23.563 hectares et 1.520 EAI (exploitations agricoles individuelles) totalisant 6.548 hectares et six (6) fermes-pilotes.

MOSTAGANEM: 177 millions DA réservés à l'action de solidarité du mois de Ramadhan

Une enveloppe de 177 millions DA a été consacrée à l'opération de solidarité durant le mois sacré du Ramadhan aux ménages dans le besoin, a-t-on appris de la directrice de l'action sociale (DAS) Khadidja Chakour.

De ce montant a été affectée une somme de 20 millions DA du ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la Femme, 157 millions DA dégagés du budget de la wilaya et des contributions des 32 communes, ainsi que des dons de bienfaiteurs et des opérateurs économiques. L'opération d'actualisation de la banque de données ciblant les personnes et familles dans le besoin s'est effectuée en collaboration avec les chefs de dairas et les présidents d'APC. Ainsi, l'on compte plus de 54.000 familles nécessiteuses ciblées par l'opération de solidarité cette année, a-t-on indiqué.

Cette opération s'ajoute à l'élan de solidarité que connaît la wilaya qui soutient et assiste les familles pauvres et démunies affectées par les mesures préventives contre la propagation du Covid-19.

A ce jour quelque 600 familles pauvres et démunies de 44 zones et villa ges éloignées de la wilaya sont concernées par cet élan de solidarité. Une enveloppe de 265 millions DA avait été allouée pour les familles nécessiteuses durant le mois de Ramadhan écoulé dans la wilaya de Mostaganem où des aides de 5.000 DA ont été accordées à 44.000 familles.

KHENCHELA : Lancement d'une caravane de solidarité au profit de 355 ménages démunis des zones d'ombre

Une caravane de solidarité chargée de colis de denrées alimentaires a été lancée dimanche au profit de 355 ménages démunis des zones d'ombre de sept (7) communes de la wilaya de Khenchela.

Lancée depuis le siège du centre psychopédagogique pour enfants déficients mentaux, la caravane cible les habitants des zones d'ombre des communes de Tamza, Baghaï, R'mila, El Mehmel, Ouled Rechach, El Hamma et Khenchela, a précisé le directeur de l'action sociale et de la solidarité, Nacer Melouah.

Organisée dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du ministère de tutelle préconisant une campagne de solidarité en direction des populations précaires en cette conjoncture d'épidémie du coronavirus, la caravane est la troisième du genre à être menée en deux semaines et sera suivie par des actions similaires qui cibleront les communes de Babar, Djellal, Chélia, Kaïs, Khirène et Lemsara, a assuré le même cadre. Chaque commune bénéficie de 50 colis et chaque colis alimentaire comprend un sac de semoule, huile, lait, tomate, légumes secs, pâtes, sucre et café suffisant aux besoins d'une famille pour trois semaines, selon la même source.

Le même cadre a salué la contribution de la direction des services agricoles dont l'appel lancé vers les agriculteurs et investisseurs du secteur a reçu un large écho.

Il a également précisé que la liste des familles bénéficiaires de l'opération sont établies avec le concours des cellules de proximité de solidarité, des élus locaux et des animateurs des comités de quartiers.

MINISTÈRE DU COMMERCE Le marché national approvisionné régulièrement en viandes rouges et blanches

Durant le mois de Ramadhan, le marché national sera approvisionné en quantités importantes de viandes blanches et rouges locales et importées à des prix raisonnables, a indiqué mardi à Alger le directeur de l'organisation des marchés et des activités commerciales au ministère du Commerce, Ahmed Mokrani.

Dans une déclaration à l'APS, M. Mokrani a précisé qu'outre la production locale de viandes rouges et blanches, des quantités de viandes rouges fraîches et congelées seront importées pour répondre à la demande qui augmente généralement durant le mois sacré. "Pour le mois de Ramadhan, 12.500 tonnes de viande bovine fraîche et 26.500 tonnes de viande bovine congelée seront importées", a fait savoir le responsable, soulignant que les importations seront prises en charge par des opérateurs spécialisés dans ce domaine. Et d'ajouter que "durant le mois sacré, une production locale de viande bovine de l'ordre de 52.000 tonnes sera assurée en plus de l'octroi de licences pour l'importation de près de 3.000 bovins".

Concernant la viande ovine, M. Mokrani a affirmé que grâce à l'autosuffisance enregistrée dans cette filière, le marché national sera aisément approvisionné. Le cheptel national s'élève à près de 29 millions de têtes ovines et 1.780.000 têtes bovines, a-t-il fait savoir. Concernant les viandes blanches, M. Mokrani a indiqué que "le marché sera approvisionné en quantités variant entre 53.000 et 54.000 tonnes durant le mois de ramadhan", assurant que l'Office national des aliments du bétail et de l'élevage avicole (ONAB) a stocké des quantités considérables allant jusqu'à 4.000 tonnes, en prévision du mois de ramadhan pour garantir la disponibilité et éviter la flambée des prix.

Facilitations pour un approvisionnement régulier durant la période de confinement et le Ramadhan

Par ailleurs, M. Mokrani a souligné que l'Etat a accordé toutes les facilitations aux éleveurs, producteurs et commerçants pour garantir un approvisionnement du marché en viandes durant la période de confinement, et ce en prévision du mois sacré de ramadhan.

"Les instances de tutelle ont accordé des autorisations à ces opérateurs pour leur permettre de se déplacer librement, en présentant la carte d'agriculteur ou le registre de commerce".

CONSOMMATION DES PRODUITS PÉTROLIERS Baisse drastique de la consommation, recul de 50 % du chiffre d'affaires de Naftal

La consommation des produits pétroliers, notamment les carburants, a enregistré une baisse drastique depuis le début du confinement sanitaire, entraînant une baisse avoisinant les 50% du chiffre d'affaires de la Société nationale de commercialisation de produits pétroliers (Naftal), a indiqué mardi un responsable de l'entreprise.

Ce déclin de la consommation est observé depuis l'instauration du confinement sanitaire, à la mi-mars, en raison de la propagation de l'épidémie du Coronavirus (COVID-19), réduisant la consommation des produits pétroliers, tous types confondus, à des taux allant de 50% jusqu'à 80%, a expliqué à l'APS le directeur de la communication de Naftal, Djamel Cherchoud.

Par conséquent, la demande sur les essences pour automobile (Normal, Super et Sans Plomb), Gasoil, Sirghaz (GPLC), celle des carburants destinés à l'aviation et la marine, ainsi que sur les lubrifiants, le gaz butane et le bitume, a « fortement chuté » depuis, a-t-il indiqué. En termes de volume, prenant en comparaison les quantités commercialisées en deux journées, l'un e avant le confinement sanitaire, soit jeudi 13 février 2020, l'autre pendant le confinement sanitaire, soit jeudi 9 avril 2020, M.

Cherchoud, a fait état d' "un recul drastique". Ainsi, la consommation des essences

MARCHÉS PUBLICS

Premier ministre: "suspension des pénalités de retard sur les entreprises"

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a décidé mercredi la suspension de l'application des pénalités de retard sur les entreprises, afin d'atténuer les effets des mesures de prévention et de lutte contre l'épidémie de COVID-19 sur l'outil national de réalisation.

"Conscient de la responsabilité qui lui incombe pour protéger son tissu industriel, le Gouvernement, en application des directives du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a pris des mesures d'ordre fiscal, parafiscal et d'emprunts afin de soutenir les entreprises en difficulté suite à la crise sanitaire à laquelle fait face notre pays", a indiqué l'instruction du Premier ministre transmise aux membres du Gouvernement ainsi qu'aux walis, dont l'APS a obtenu une copie.

Pendant, l'évolution de la situation sanitaire liée à l'épidémie de COVID-19 et les effets induits par les mesures de prévention et de lutte contre cette épidémie ont "impacté négativement" l'outil national de réalisation, qui subit de "plein fouet" le ralentissement de son activité en raison du retard d'approvisionnement en matériaux et en matières premières et de l'indisponibilité de la main d'œuvre, en raison de la suspension temporaire des moyens de transport, note le document. Dans ce



contexte, et pour ne pas pénaliser les entreprises, se trouvant dans l'impossibilité d'assurer la réalisation des travaux et prestations prévues, il est fait application des dispositions de l'article 147 du décret Présidentiel N 15-247 du 16 septembre 2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

Cet article prévoit "la suspension des délais contractuels et la non application des pénalités financières de retard dans la

limite fixée par les ordres d'arrêt et de reprise de services pris en conséquence par le service contractant", est-il noté.

En conséquence, pour tous les marchés publics de l'Etat, des collectivités locales, des organismes et établissements publics, les pénalités de retard ne seront pas appliquées, à compter de la date de publication du décret exécutif N 20-69 du 21 mars 2020, relatif aux mesures de prévention et de lutte contre la propagation du Coronavirus,

indique la même source. Le document précise que les dispositions de l'article 147 du code des marchés publics, doivent être appliquées par les maîtres d'ouvrages, sur demande des entreprises contractantes.

Par ailleurs, et afin d'amortir les conséquences financières de cette crise sur les entreprises publiques et privées de réalisation et sur l'emploi, le ministre des Finances est chargé de dégager et de notifier, sous le sceau de l'urgence, aux différents maîtres d'ouvrages, les crédits de paiement et les réévaluations nécessaires au paiement des créances détenues par ces entreprises au titre de la commande publique, précise l'instruction.

Enfin, le Gouvernement continuera d'examiner l'ensemble des voies et moyens permettant de répondre aux difficultés que les entreprises algériennes rencontrent en raison de la crise sanitaire, souligne la note du Premier ministre, qui attache "la plus haute importance à l'application rigoureuse et diligente de la présente instruction".

CONCERTATIONS SUR L'IMPACT DU COVID-19

Le FCE salue l'instruction du Premier ministre

Le Forum des chefs d'entreprises (FCE) s'est dit mardi "satisfait" de l'instruction du Premier Ministre Abdelaziz Djerad adressée aux membres du gouvernement pour le lancement de concertations sectorielles avec les organisations patronales et les syndicats en vue d'évaluer et de contenir l'impact de la pandémie de Covid-19 sur l'entreprise et la vie économique. "Le Forum des Chefs d'Entreprises accueille avec satisfaction l'instruction du Premier Ministre d'engager, dans les plus brefs délais, la concertation avec les organisations patronales et les syndicats sur la situation des entreprises et proposer des mesures pour atténuer les effets induits par le Covid-19", lit-on dans un communiqué publié sur la page facebook du FCE.

Tout en assurant de sa "mobilisation auprès du Gouvernement", cette organisation patronale a estimé que "le pays a besoin, plus que jamais, d'unir ses forces pour lutter ensemble contre l'épidémie, préserver les

entreprises et donc les emplois", a ajouté la même source.

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a instruit mardi les membres du gouvernement de lancer des concertations sectorielles avec les organisations patronales et les syndicats pour évaluer et contenir l'impact de la pandémie de Covid-19 sur l'entreprise et la vie économique. Dans une correspondance du Premier ministre, dont l'APS a obtenu une copie, les membres du gouvernement sont instruits de "procéder, en application des instructions du Président de la République M. Abdelmadjid Tebboune, chacun dans son domaine d'activité, à une consultation avec les organisations patronales et les syndicats des travailleurs activant dans le monde économique, autour de la problématique de l'atténuation des effets induits par les mesures de prévention et de lutte contre le Coronavirus, prises par l'Etat". Le FCE avait plaidé le 7 avril dernier, par la voix de son

président, Mohamed Sami Agli, pour un plan de relance pour minimiser l'impact de la pandémie Covid-19 sur l'économie nationale et sauver les entreprises algériennes en difficulté.

"Nous sommes aujourd'hui frappés de plein fouet par cette crise sanitaire (...) nous sommes en contact permanent avec nos membres et nous avons des remontées très négatives, la Covid-19 tue malheureusement des humains, mais en parallèle, elle est en train de tuer beaucoup d'entreprises", a indiqué M. Agli lors d'une visioconférence en ligne. Les entreprises, poursuit-il, souffrent d'une crise qui s'installe d'une manière transversale dans l'ensemble des secteurs d'activité. Soulignant l'importance d'un plan de relance pour l'après Covid-19, M. Agli a estimé que les entreprises qui sont "les soldats de demain" ont besoin surtout d'un moratoire fiscal et parafiscal et d'un report automatique des engagements bancaires.

fares, ajoutant que cette baisse a, toutefois, fait augmenter le niveau de stockage qui est de 90% pour le GPL (Propane et Butane), et à 83% pour les carburants, tous produits confondus.

Il a exclu, dans ce sens, toute éventualité de pénurie en carburants, en dépit de l'arrêt du transport mondial, car, avec ces niveaux de stocks, et les volumes des raffineries locales qui continuent à produire, « l'Algérie n'aura pas besoin d'importer les carburants pendant une bonne période », a-t-il affirmé.

La persistance de la pandémie accentue la baisse

En outre, le même responsable a fait savoir que la persistance de la pandémie du Coronavirus et, en conséquence, le maintien des mesures du confinement sanitaire prise par les pouvoirs publics pour diminuer la propagation accentue cette tendance baissière de la consommation.

En plus du confinement sanitaire de la population, la suspension des moyens de transport, publics et privés, ainsi que l'arrêt du transport aérien et maritime mondial, font également faire durer la baisse de la consommation des produits pétroliers, a-t-il expliqué.

A cet effet, M. Cherchoud a indiqué que le recul des quantités commercialisées durant

la première dizaine du mois d'avril (du 1er au 11 avril) avoisine et dépasse parfois, en termes de volume, celui enregistré durant la totalité du mois de mars (du 1er au 31 mars).

Ainsi, il a expliqué que la consommation des essences pour automobile a reculé de 106.703 t, soit 10% du 1er au 31 mars, alors que le déclin était de 175.232 t, soit 44% uniquement du 1er au 11 avril.

La demande sur le GPL a aussi connu la même tendance, car le Sirghaz a connu une baisse de 7.512 t, soit 11%, sur la totalité du mois de mars, alors que le déclin était de 11.668 t, soit 49% durant la première dizaine du mois d'avril.

Celle du gaz Butane conditionné a enregistré une diminution de 29.985 t le mois de mars, soit 20 %, contre 8.172, soit 19 % du 1er au 11 avril. Les carburants destinés au transport aérien et maritime ont, quant à eux, enregistré une baisse de 30.732 t du 1er au 31 mars, soit 36 %, tandis que leur consommation a reculé de 67% et de 30 %, respectivement pour ceux du transport aérien et maritime, du 1er au 11 avril.

S'agissant des lubrifiants, le recul était de 627 t, soit 11%, contre 1.038 t, soit 52 %, durant la même période de comparaison, tandis que la demande sur le bitume a diminué de 58 du 1er au 11 avril.

PÉTROLE - ASIE

Le pétrole repart à la hausse, les courtiers soupèsent l'accord de l'Opep

Les cours du pétrole sont repartis à la hausse mercredi dans les échanges asiatiques après une nouvelle baisse brutale la veille entraînée par les doutes sur les baisses de production promises par l'Opep et ses partenaires.

Le baril américain de WTI pour livraison en mai, qui avait dévissé de plus de 10% mardi à New York, prenait 2,44%, à 20,6 dollars vers 3H10 GMT.

Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juin progressait de 1,32%, à 29,9 dollars, oscillant autour de la barre des 30 dollars.

Les prix du brut se sont effondrés ces dernières semaines à cause de la chute brutale de la demande sapée par la propagation du coronavirus qui paralyse l'économie et les transports mondiaux.

La situation a été aggravée par un conflit entre l'Arabie saoudite et la Russie qui a eu pour effet d'inonder le marché de brut à prix cassé. Un compromis négocié le week-end dernier par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), la



Russie et d'autres pays producteurs pour réduire l'extraction de près de 10 millions de barils par jour est parvenu à faire remonter brièvement les prix du brut, mais les cours ont rapidement replongé. "La réalité de la situation s'est imposée à

mesure que le marché étudiait cet accord", a relevé ANZ Bank dans une note.

Même si la réduction de l'extraction est l'une des plus importantes coupes de l'histoire, "elle est toujours bien inférieure à la chute de la demande", a souligné la

banque. "Un rebond de la demande de carburant reste une perspective éloignée puisque de nombreux pays indiquent qu'ils vont maintenir les restrictions aux déplacements internationaux dans le futur proche, même si l'épidémie ralentit".

De nombreux Etats ont aussi ordonné la fermeture des entreprises non essentielles pour mettre en place un confinement et juguler la propagation du Covid-19 qui a tué plus de 123.000 personnes et contaminé près de deux millions de personnes dans le monde.

Stephen Innes, responsable de la stratégie des marchés mondiaux chez AxiCorp souligne également que l'accord de l'Opep et ses partenaires "échoue à résoudre le problème immédiat de surproduction, laissant les prix du brut fragiles".

ARABIE SAOUDITE - PÉTROLE

L'Opep et ses alliés envisagent une baisse de 19,5 millions de barils par jour, selon Ryadh

Le ministre de l'Energie saoudien a indiqué mardi que les baisses de production de pétrole envisagées par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, ses partenaires de l'Opep+, et du G20 pourraient atteindre 19,5 millions de barils par jour (mbj).

Les pays de l'alliance de l'Opep+, menée par Ryadh et Moscou, se sont accordés dimanche sur une réduction de leur production de 9,7 mbj en mai et en juin pour stopper l'effondrement des cours. Sur fond de pandémie de coronavirus qui a entraîné une baisse de la demande mondiale, cette chute a été provoquée notamment par une guerre des prix qui a éclaté en mars entre

l'Arabie saoudite et la Russie, les deux pays ayant échoué à s'entendre sur des quotas de production. Selon les médias saoudiens, le ministre saoudien de l'Energie, le prince Abdelaziz ben Salmane, a indiqué mardi que des producteurs de brut du G20, en dehors de l'Opep+, ont promis des coupes de 3,7 mbj. Selon l'accord entre pays producteurs, Ryadh et Moscou vont couper 2,5 mbj chacun de leur production qui s'élevait à 11 mbj en octobre 2018.

Mais le ministre de l'Energie, cité par Energy Intelligence, a indiqué que Ryadh allait couper 3,8 mbj de sa production actuelle de 12,3 mbj.

D'autres pays du Golfe vont également

davantage réduire leur production actuelle, a-t-il ajouté.

"Done en réalité, ce que l'Opep+ va réduire à compter du 1er mai, c'est 12,5 mbj", a-t-il poursuivi.

Il a aussi estimé que des achats de brut destinés aux réserves stratégiques des Etats pourraient permettre d'aider à atteindre l'objectif.

Les cours du pétrole à Londres et New York abandonnaient mardi vers 16H00 GMT plus de 5%.

La pandémie de nouveau coronavirus a affecté durement la demande de brut, des analystes estimant qu'un tiers de la demande mondiale -soit 100 mbj avant la pandémie- a disparu.

OMAN - ACCORD DE L'OPEP+

Oman informe les importateurs de la baisse de sa production pétrolière

Le ministère omanais du pétrole et du gaz a informé les importateurs de son pétrole de la réduction imminente de la production pétrolière conformément au nouvel accord de l'Opep+, a rapporté mardi l'agence de presse russe Tass. Citant un représentant du ministère omanais du pétrole et du gaz, l'agence russe a indiqué avoir obtenu une copie de la lettre officielle adressée par le sultanat d'Oman aux importateurs de son pétrole dont laquelle les pays consommateurs ont été informés de la prochaine mise en oeuvre du nouvel

accord de réduction pétrolière approuvé par les pays de l'Opep et non Opep.

Assurant que la majeure partie des exportations de pétrole d'Oman est expédiée vers le marché asiatique, Tass a précisé que le sultanat d'Oman, tout comme les autres participants de l'accord de l'Opep+, va réduire sa production de 23% au niveau d'octobre 2018, sachant que celle-ci avait atteint à cette date les 883.000 barils par jour. L'ensemble des pays Opep et non Opep réunis dimanche par visioconférence ont convenu de réduire

la production pétrolière afin de rééquilibrer les marchés de l'or noir. Les producteurs de pétrole, dont l'Algérie, ont décidé de baisser leur production de près de 10 millions de barils/jour (mbj) durant les deux prochains mois, à compter du 1er mai et jusqu'à la fin juin 2020. Cette réduction devrait ensuite se poursuivre du 1er juillet à la fin décembre 2020, mais avec une cadence inférieure, à savoir une baisse de 8 mbj. L'accord prévoit également que les pays concernés par la déclaration de coopération de l'Opep+, signée en 2016,

continuent leurs efforts visant à équilibrer un marché fortement impacté par la pandémie de coronavirus, en appliquant une réduction de leur production de l'ordre de 6 mbj à compter du 1er janvier 2021 et jusqu'à la fin avril 2022. Ainsi, cet accord historique consiste en une réduction autour de 20% de la production des pays de l'Opep et de leurs partenaires de l'Opep+, à savoir la Russie, Azerbaïdjan, Brunei, Bahreïn, Guinée équatoriale, Kazakhstan, Malaisie, Oman, Soudan et Sud Soudan et le Mexique.

USA - TRANSPORT - AVIATION

Le Trésor américain et les compagnies aériennes s'accordent sur un plan de sauvetage

Le Trésor américain et les compagnies aériennes sont parvenus mardi à un accord de principe sur les termes de leur renflouement afin de leur éviter la faillite et des cascades de licenciements dans un secteur qui emploie directement plus de 750.000 personnes aux Etats-Unis.

Cet accord, annoncé par le ministère,

a été noué avec une dizaine de compagnies aériennes, dont les quatre grandes -- American Airlines, Delta Air Lines, United Airlines et Southwest -- qui hésitaient à accepter l'aide gouvernementale de peur de contreparties draconiennes, dont une possible nationalisation.

Le plan historique de 2.200 milliards de dollars de relance de l'économie, pro-

mulgué fin mars par le président Donald Trump, prévoit 25 milliards de dollars de subventions aux compagnies aériennes pour préserver les emplois.

Le Trésor a informé les compagnies aériennes vendredi dernier qu'elles devaient rembourser à terme 30% de l'argent qu'elles devraient recevoir, selon des sources proches du dossier.

FMI - PAUVRETÉ - PANDÉMIE

Le FMI approuve un allègement de la dette pour 25 pays très pauvres

Le conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a approuvé un allègement immédiat de la dette pour 25 pays très pauvres, dans le cadre de l'appui à la lutte contre la pandémie de coronavirus.

"Aujourd'hui, j'ai le plaisir d'annoncer que notre conseil d'administration a approuvé un allègement immédiat du service de la dette pour 25 pays membres du FMI au titre du fonds fiduciaire réaménagé d'assistance et de riposte aux catastrophes (fonds fiduciaire ARC), dans le cadre des mesures que le FMI prend pour aider ses pays membres à faire face aux conséquences de la pandémie de COVID-19", a lundi indiqué la Directrice générale du FMI, Kristalina Georgieva.

Les pays qui bénéficieraient de cet allègement du service de leur dette sont: l'Afghanistan, le Bénin, le Burkina Faso, les Comores, la Gambie, la Guinée, la Guinée Bissau, Haïti, les Iles Solomon, le Libéria, Madagascar, le Malawi, le Mali, le Mozambique, le Népal, le Niger, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, le Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, le Sierra Leone, le Tadjikistan, le Tchad, le Togo et le Yémen.

Dans une déclaration transmise par son service de presse, Mme Georgieva a précisé que ces pays recevront "des dons qui couvriront leurs obligations envers le FMI pour une phase initiale de six mois, ce qui leur permettra de consacrer une plus grande partie de leurs faibles ressources financières aux soins médicaux et autres efforts de secours d'urgence vitale".

Le fonds fiduciaire de riposte aux catastrophe peut fournir un allègement du service de la dette sous forme de dons à hauteur d'environ 500 millions de dollars, y compris les 185 millions de dollars promis récemment par le Royaume-Uni et les 100 millions de dollars fournis par le Japon comme ressources immédiatement disponibles, indique l'institution internationale basée à Washington.

D'autres pays, parmi lesquels la Chine et les Pays-Bas, s'apprennent également à apporter des contributions importantes, selon la même source.

La cheffe du FMI a exhorté d'autres donateurs à aider à reconstituer les ressources du fonds fiduciaire et à renforcer davantage sa capacité à offrir aux pays membres les plus pauvres un allègement supplémentaire du service de la dette pendant pas moins de deux ans.

UE - PANDÉMIE

L'UE pourrait emprunter 1.500 milliards d'euros face à la crise sanitaire

Face à la crise du coronavirus, l'UE pourrait financer un fonds de 1.500 milliards d'euros à partir d'emprunts garantis par les Etats membres, a évoqué mardi l'un des trois vice-présidents de la Commission européenne dans la presse allemande. "On pourrait imaginer une telle enveloppe" dans le cadre de la "reconstruction" de l'économie européenne après la crise, a indiqué le vice-président letton de la Commission Valdis Dombrovski, au quotidien allemand des affaires "Handelsblatt".

"Rien n'est pour le moment décidé", a-t-il ajouté, évoquant une prochaine "vidéo-conférence" entre les chefs d'Etats européens où le sujet pourrait être évoqué.

Jeudi, les ministres des Finances des Etats de la zone euro ont décidé, en plus d'un paquet d'urgence de plus de 500 milliards d'euros, d'instaurer prochainement un fonds de relance pour l'économie européenne, dont les contours sont encore flous. Destinée à aider les pays dans l'après-crise, ce fonds pourrait "s'articuler autour du budget européen", au travers "d'emprunts" effectués par la Commission européenne et "garantis par les Etats membres", a commenté Valdis Dombrovski.

"Mais nous devons encore en discuter", a-t-il ajouté. Dans une interview sur RTL dimanche, le commissaire européen au Marché intérieur Thierry Breton a plaidé pour un fonds permettant "aux Etats d'emprunter à travers des obligations sur très long terme", estimant que "10% du budget européen", soit "1.000 milliards d'euros" étaient nécessaires.

Jeudi, le ministre français de l'Economie Bruno Lemaire avait quant à lui plaidé pour un fonds de "500 milliards d'euros environ", destiné "aux dépenses d'avenir", "limité dans le temps" mais capable d'émettre de la dette commune car "c'est la seule solution".

BECHAR Arrestation de deux présumés trafiquants de drogue en possession de 621 comprimés de psychotropes

Deux (2) présumés trafiquants de drogue en possession de 621 comprimés de psychotropes ont été arrêtés par les éléments de la brigade de la police judiciaire (PJ), relevant de la sûreté de wilaya de Bechar, a-t-on appris mardi de la cellule de communication de ce corps de sécurité.

L'opération a été menée suite à l'exploitation de renseignements sur des activités, punies par la loi, exercées par ces deux présumés trafiquants (20 et 30 ans) membres d'une même famille, selon la même source, ajoutant que l'arrestation de ces individus a été opérée sur ordonnance du procureur de la république près du tribunal de Bechar. La perquisition de leur domicile commun a permis aux policiers la saisie de cette quantité de psychotropes (621 comprimés), un montant de 111.560 DA, onze (11) appareils de téléphones mobiles, huit (8) armes blanches de différentes tailles et types, en plus d'une quantité de 51,40 grammes de poudre blanche qui est actuellement soumise à l'expertise au niveau du laboratoire régional de la police technique et scientifique à Oran, a-t-on détaillé.

Onze (11) cutters ont été également saisis, lors de cette perquisition, supervisée par la justice, a-t-on souligné. Les deux individus ont été par la suite placés en détention préventive pour détention dans le but de commercialisation de psychotropes et détention d'armes blanches sans justification, a-t-on indiqué.

ANNABA Distribution de 660 colis alimentaires au profit des familles des zones d'ombre

Au total 660 colis alimentaires ont été remis lundi à des habitants des zones d'ombre de la wilaya d'Annaba dans le cadre des actions de solidarité en faveur des familles démunies dont la précarité se retrouve accentuée en raison du confinement imposé par la propagation du Coronavirus, a-t-on appris, auprès de la direction locale de l'Action sociale et de la solidarité (DASS). Trois (3) camions ont été mobilisés afin d'acheminer ces aides aux familles concernées recensées dans les zones d'ombre des communes de Seraidi, El Eulma et Ain El Berda selon la même source qui a précisé que cette action a été encadrée par des bénévoles du Croissant rouge algérien (CRA) et des Scouts musulmans algériens (SMA) en coordination avec les services de l'action sociale et la solidarité. Les opérations de solidarité destinées aux habitants des zones d'ombre des communes d'El Eulma et de Seraidi devraient bénéficier à 2 800 familles et ce "avant le début du mois sacré de Ramadhan" selon les services de la DASS.

TIZI-OUZOU Arrestation de six auteurs d'un vol dans une base de vie d'une entreprise turque

Six individus auteurs d'un vol, commis la semaine dernière dans une base de vie d'une entreprise turque à Tizi-Ouzou ont été interpellés par le groupement de wilaya de la Gendarmerie nationale, a-t-on indiqué mardi dans un communiqué émanant de ce corps d'arme. Une enquête a été ouverte suite à des renseignements parvenus à ce corps de sécurité, ayant permis d'identifier les mis en cause dans cette affaire. Ces derniers ont "volé du matériel dans une base de vie d'une entreprise turque, sise dans la région de Draâ El Mizan", a-t-on souligné. La perquisition des domiciles des auteurs du vol a permis de découvrir des câbles électriques et deux climatiseurs qui ont été présentés au responsable de l'entreprise qui a reconnu son matériel, a-t-on ajouté de même source.

Présentés devant le parquet de Draâ El Mizan, les auteurs du vol ont été placés en détention préventive pour vol, a-t-on indiqué de même source.

FABRICATION DE BAVETTES À LA MAISON D'ARRÊT DE TIZI-OUZOU Des détenus contribuent à la lutte contre le Covid-19

La lutte contre la propagation du coronavirus (Covid-19) à Tizi-Ouzou est désormais l'affaire de tous sans exception aucune. La population carcérale vient de joindre son effort à ceux des autorités locales et la société civile, en s'attelant à la fabrication de masques de protection.

Se protéger et protéger les autres, est la démarche qui anime les responsables de la maison d'arrêt de Tizi-Ouzou, ainsi que les détenus incarcérés au niveau de cette établissement pénitentier, qui se sont impliqués dans l'effort de lutte contre la propagation du coronavirus par des opérations de désinfection régulières et rigoureuses et en fabriquant des moyens de protection pour eux et pour d'autres institutions.

Il était environ 9h00 lorsque l'APS est arrivée à la prison de Tizi-Ouzou, sise rue Khodja Khaled.

Dès l'entrée, les véhicules y accédant sont systématiquement désinfectés.

Un tapis généreusement imbibé de désinfectant permet aux piétons de désinfecter leurs chaussures.

Juste à proximité, un espace de lavage des mains au savon liquide et eau courante, sont à la disposition des personnes qui doivent se soumettre à ce geste d'hygiène recommandé, a-t-on constaté.

Personnels et détenus sont soumis à un rituel quotidien de prévention systématique, répété presque toutes les demi-heures, consistant en le lavage des mains à l'eau et au savon et utilisation de gel hydro-alcoolique et le port de masques de protection.

Dans l'Atelier de confection de l'établissement, des détenus s'appliquent à fabriquer des masques de protection.

Le tissu, conforme aux normes, est découpé dans une salle, puis transféré dans une autre où l'on procède à la confection des bavettes.

Un groupe de prisonniers s'affaire à donner la première forme du masque, qui ensuite récupéré par un autre groupe qui coud les élastiques.

Un des prisonniers, travaillant dans cet atelier de confection, a déclaré à l'APS: "nous avons effectué un stage sur place pour apprendre à confectionner ces bavettes et nous somme entrain de les fabriquer", a-t-il dit, en ajoutant "nous aussi nous contribuons à la lutte contre la propagation du Coronavirus". Ces masques sont ensuite transférés dans une autre salle, où il est procédé à leur stérilisation dans une machine spéciale, puis conditionnés dans des sacs hermétiquement fermés.

Quotidiennement, une quantité de 1500 bavettes sont ainsi fabriquées au niveau de cet établissement, quantité qui peut être portée à 2500 unités, a-t-on appris du directeur du Centre de rééducation et de réinsertion de Tizi-Ouzou, Dehibi Nassim.

"La prison de Tizi-Ouzou fait partie des établissements qui ont entrepris de



confectionner des masques de protection répondant aux normes exigées par le ministère de la Santé, en rapport avec la qualité du tissu, le processus de production, la stérilisation et le conditionnement", a-t-il souligné, ajoutant: "nous couvrons les besoins en masques des établissements pénitentiers de la wilaya et le surplus est remis la Direction générale de l'administration pénitentiaire et de la réinsertion qui le distribue sur d'autres établissements.

Des mesures de prévention optimum

La désinfection et l'hygiène sont observées rigoureusement, a-t-on constaté sur place.

"En application des directives du ministère de la Justice et la Direction générale de l'administration pénitentiaire et de la réinsertion, des mesures ont été engagées pour prévenir le Coronavirus" a relevé M. Dehibi.

Il a expliqué qu'entre autres mesures de protection, des moyens de désinfection des mains sont placés au niveau de tous les services à l'intérieur et l'extérieur de l'établissement.

Ces mesures de prévention sont aussi appliquées aux détenus, déjà sensibilisés sur la nécessité d'observer les gestes barrières de prévention du coronavirus.

L'administration a mis à leur disposition tous les moyens de prévention au niveau des différents espaces de l'établissement. Ils bénéficient aussi d'une consultation médicale régulière et d'une prise en charge psychologique.

Au niveau de l'infirmier, les détenus nouvellement placés à la maison d'arrêt de Tizi-Ouzou, bénéficient d'une prise en charge particulière. Ils sont d'abord reçus dans un bureau de consultation

aménagé à l'extérieur de l'espace de détention.

Un détenu, qui venait d'arriver, a été doté d'une bavette et a été invité à se laver les mains, puis orienté vers cet espace de consultation où il a bénéficié d'un examen médical, a-t-on constaté.

Le médecin généraliste à la prison de Tizi-Ouzou, Dr.

Addour Nadia, a expliqué que "chaque nouveau détenu est soumis à un examen complet.

Il est ensuite placé en isolement médical pendant 15 jours, période durant laquelle il bénéficie d'un suivi quotidien (prise de température et examen clinique) par un médecin et s'il s'avère qu'il ne présentait aucune symptomatologie liée au Covid-19, il est transféré au niveau de la détention, a-t-elle indiqué.

Un ancien prisonnier qui venait d'être ausculté par Dr Addour, dans le cadre des examens réguliers assurés à la population carcérale, a rassuré que "les détenus bénéficient d'une bonne prise en charge médicale".

M. Dehibi a ajouté: "je rassure les familles des détenus que nous assurons une prise en charge médicale et psychologique à tous les détenus.

Une équipe de médecins et de psychologues veillent quotidiennement et en permanence sur eux".

Il a en outre relevé qu'il a été procédé à l'amélioration des repas des pensionnaires de l'établissement, et à la mise à leur disposition d'un téléphone fixe afin de palier à la contrainte induite par la suspension des visites familiales en raison de la pandémie.

Ils prennent ainsi des nouvelles de leurs proches et les rassure quant à leur état de santé.

ORAN Démantèlement d'une bande impliquée dans le vol par effraction d'un service de l'APC d'Oran

Les services de la sûreté de wilaya d'Oran ont mis fin aux agissements d'une bande criminelle composée de cinq (05) personnes, impliquées dans une affaire de vol avec effraction du service de planification, de construction et d'urbanisme de l'APC d'Oran, a-t-on appris, mardi, de ce corps de sécurité.

La cellule de communication de la sûreté de wilaya d'Oran a indiqué à l'APS que les services de la 5ème sûreté urbaine ont réussi à

mettre hors état de nuire d'une bande criminelle composée de cinq (05) personnes, dont un mineur et des repris de justice, âgées entre 27 et 39 ans, impliquées dans une affaire de vol par effraction, à la faveur de la nuit, du service de planification, de construction et d'urbanisme de l'APC d'Oran, sis au niveau du jardin public d'Oran.

Les malfaiteurs ont dérobé du matériel informatique, dont une unité

centrale de microordinateur, deux imprimantes et plusieurs moniteurs, ainsi que deux réfrigérateurs de bureau et d'autres objets, a-t-on ajouté.

La même source indique que les membres de la bande en question sont également impliqués dans le vol d'une moto de grosse cylindrée et se sont également rendus coupables de violation des mesures du confinement partiel décrétées en raison de la propagation de l'épidémie du

coronavirus. L'enquête a été déclenchée suite à une plainte déposée par le responsable du service de planification, de construction et d'urbanisme auprès des services de la 5ème sûreté urbaine, et s'est soldée par l'identification du chef de la bande, qui a été arrêté au niveau du jardin public.

Les cinq (5) mis en cause seront présentés, incessamment, devant la justice, après les formalités d'usage, indique-t-on.

MALTE - MIGRATIONS

Malte appelle à éviter un "drame humanitaire" au large de la Libye

Malte a appelé mardi à consacrer une enveloppe de 100 millions d'euros afin d'éviter un "désastre humanitaire" au large de la Libye face à l'épidémie de coronavirus et aux naufrages de migrants.

Le ministre maltais des Affaires étrangères, Evarist Bartolo, souligne, dans une vidéo diffusée sur Facebook, que "plus de 650.000 personnes attendent sur les côtes libyennes dans une situation désespérée, dans l'espoir de rejoindre l'Europe".

"Ces dernières années, Malte a sauvé des milliers de personnes, bien au-delà de ses obligations légales", mais "si Malte est laissée de nouveau seule face à cette crise de la proportion d'un tsunami, des personnes, des enfants, des femmes enceintes et des victimes de viols vont mourir", s'alarme-t-il.

L'aide humanitaire "doit être imminente et importante - aujourd'hui et pas demain", souligne M. Bartolo, qui propose une enveloppe européenne d'au moins 100 millions d'euros. Une telle aide permettra de réduire les difficultés des migrants -venus majoritairement d'Afrique sub-saharienne- et pourraient les inciter à rester en Libye, "plutôt que de risquer leur vie en mer Méditerranée", tout en rendant moins viable le business des passeurs qui "profitent de la misère des plus désespérés".

Malte se dit "prêt à jouer son rôle" en fournissant une aide logistique



pour permettre à l'aide humanitaire d'arriver à destination et en aidant la Libye à acheter du matériel médical. La Valette estime aussi nécessaire de renforcer la capacité des Libyens à contrôler leurs frontières.

Des organisations non gouvernementales s'inquiètent du péril encouru par les migrants à bord d'embarcations en Méditerranée. Ce week-end, elles ont exprimé leur crainte

qu'une d'elles ait sombré, même si ce naufrage n'a pas été confirmé. En pleine crise du nouveau coronavirus, Malte et l'Italie ont officiellement fermé leurs ports aux migrants, une décision dénoncée par les ONG de défense des migrants.

Les autorités maltaises ont toutefois secouru vendredi un bateau avec 67 migrants, ensuite placés en quarantaine.

MEXIQUE

Les agressions à l'encontre des soignants en hausse

Alors que dans plusieurs pays de la planète, la population se met aux fenêtres pour ovationner les professionnels de la santé aux prises avec le Covid-19, les agressions à l'encontre des soignants sont en hausse au Mexique où une infirmière a été battue à mort lorsqu'elle est allée prendre un café près de son hôpital, dans l'Etat de San Luis Potosi (centre).

Avec la multiplication des cas de coronavirus, plus de 5000 personnes contaminées et 332 décès, les agressions physiques et verbales à l'encontre des soignants sont en augmentation, comme en témoignent aussi le cas d'une autre infirmière qui a été aspergée de chlore par un inconnu dans l'Etat de Sinaloa, dans le nord du pays. De même, des habitants d'une ville de l'Etat de Morelos (centre) ont menacé de brûler l'hôpital local si celui-ci acceptait des patients atteints de coronavirus. L'Institut mexicain de sécurité sociale (IMSS), principale institution de santé publique du pays, a "fermement" condamné ces violences.

"Elles n'ont aucun sens, aucune justification. C'est proprement scandaleux. Ne laissons pas la peur nous aveugler", s'est indignée la directrice de l'IMSS, Zoé Robledo. Pour sa part, le Conseil national pour la prévention de la discrimination (Conapred) a indiqué que les plaintes déposées par des soignants avaient doublé la semaine dernière. "Les plus récurrentes font suite à l'interdiction d'utiliser des moyens de transport signifiées à des personnels de santé et des personnes diagnostiquées, cibles d'agressions verbales", fait savoir l'organisme fédéral dans un communiqué.

UKRAINE

L'incendie près de Tchernobyl maîtrisé

L'incendie qui avait éclaté à proximité de la centrale nucléaire de Tchernobyl a été maîtrisé, ont annoncé mardi les responsables ukrainiens des services d'urgence. Selon le chef des services d'urgence ukrainiens Mykola Chechotkine, les sauveteurs auront encore besoin de quelques jours de plus pour éteindre les braises, mais il n'y a aucun danger pour la centrale nucléaire de Tchernobyl. "Globalement, les avions pompiers ont effectué 227 largages d'eau, soit environ 500 tonnes d'eau. Le niveau de rayonnement dans la zone d'exclusion reste normal et n'a pas augmenté", a indiqué M. Chechotkine, notant que plus de 400 pompiers et autres intervenants travaillaient toujours dans la zone. Par ailleurs, la directrice de l'Agence nationale ukrainienne pour la gestion des zones d'exclusion, Ekaterina Pavlova, a déclaré que l'étendue exacte du territoire détruit par l'incendie est toujours impossible à établir en raison des grandes quantités de fumée encore présentes. Des centaines de pompiers ont lutté contre plusieurs feux de forêt autour de Tchernobyl depuis la semaine dernière. Alors que les enquêteurs travaillent toujours à déterminer la cause de ces feux, l'incendie criminel et le brûlage d'herbe sèche sont considérés comme les deux principaux facteurs. La police a déjà arrêté deux personnes soupçonnées d'avoir déclenché l'incendie en mettant le feu à de l'herbe sèche dans la région. La centrale nucléaire de Tchernobyl, située à environ 110 km au nord de la capitale ukrainienne Kiev, a été victime de l'une des pires catastrophes nucléaires de l'histoire de l'humanité le 26 avril 1986. Une grande étendue de terrain autour de la centrale a été déclarée zone interdite après l'accident. La zone de 30 km² autour de l'usine a été officiellement ouverte aux touristes en 2010.

CHINE

Bientôt un retour progressif dans les écoles et universités

La Chine a publié une ligne directrice sur une rentrée des établissements d'enseignement supérieur à l'échelle nationale après avoir autorisé la reprise partielle des cours dans les établissements secondaires pour le 27 avril prochain à Pékin, ont rapporté mardi des médias.

Les autorités locales doivent prendre des décisions pour permettre aux universités de rouvrir de manière décalée, à condition que la situation locale de l'épidémie de COVID-19 soit sous contrôle et que ces établissements d'enseignement supérieur se soient bien préparés à la prévention et au contrôle du coronavirus en adoptant des mesures efficaces pour protéger la santé des enseignants et des étudiants, selon la ligne directrice.

Les étudiants retourneront au campus après avoir

reçu une notification, indique le document officiel conjointement publié lundi par la Commission nationale de la santé et le ministère de l'Education, dans le but de minimiser les risques et d'assurer la sécurité et la santé des étudiants et des employés de ces établissements.

Aucune activité de rassemblement de masse ne doit être organisée après la rentrée académique.

Les employés des universités et les étudiants doivent porter le masque dans les endroits fermés ou bondés de gens.

Les cantines doivent décaler les repas des étudiants et arranger des tables séparées par une intervalle de 1,5 mètre, stipule la ligne directrice, ajoutant que les bibliothèques et les laboratoires, entre autres lieux publics, doivent limiter le nombre de personnes à l'in-

terieur.

Retour à la normale dans différents secteurs

Dimanche, les autorités chinoises ont annoncé avoir autorisé aux établissements secondaires de Pékin de reprendre les cours le 27 avril pour les élèves en terminale qui passeront l'examen national d'entrée à l'université du 7 au 10 juillet.

Selon le bilan officiel, la Chine recense depuis le début de l'épidémie 3.341 morts et 82.249 personnes contaminées.

Les autorités ont annoncé lundi 108 cas en 24 heures.

Le risque d'une nouvelle vague causée par l'importation du coronavirus existe en Chine, mais reste extrêmement faible, rassurent les autorités.

Le 29 mars dernier, la Chine avait annoncé la fin de la propagation du Covid-19 sur son territoire. Le 9

avril, des milliers de Chinois ont célébré la fin du bouclage de Wuhan, la ville à l'origine du Covid-19, mais la pandémie a déjà fait plus de 119 686 morts dans le monde.

Dans la province du Jiangsu, dans l'est de la Chine, l'on commence à rouvrir l'ensemble de ses 2.450 maisons de retraite.

Le secteur du tourisme reprend également son souffle à mesure que la situation épidémiologique s'améliore.

Ainsi, les autorités annoncent l'ouverture du site touristique du mont Huashan dans la province du Shaanxi, dans le nord-ouest de la Chine.

Une centaine de trains ont aussi repris du service le 8 avril dans la ville de Wuhan, ancien épice de l'épidémie de nouveau coronavirus dans le centre de la Chine.

OMS - CORONAVIRUS

Une levée des mesures de contrôle doit être progressive et contrôlée

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a affirmé qu'une levée des mesures de contrôle mises en place pour lutter contre le Covid-19 doit "progressive et contrôlée".

"Les mesures de contrôle doivent être levées progressivement et de façon contrôlée.

Cela ne peut pas avoir lieu d'un seul coup", selon une déclaration du Directeur général de l'OMS, Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, reprise par le site officiel de l'ONU.

"La pandémie de Covid-19 s'accélère très rapidement, mais décélère beaucoup

plus lentement", a-t-il mis en garde s'adressant aux pays et communautés, qui après avoir subi plusieurs semaines de restrictions sociales et économiques, envisagent de les lever quand d'autres se demandent s'ils doivent les mettre en oeuvre et quand.

L'OMS estime que les restrictions décidées par les gouvernements ne peuvent être levées que si les bonnes mesures de santé publique sont en place, y compris une capacité importante de recherche des contacts.

Si certains gouvernements envisagent de réduire ou lever les restrictions,

d'autres envisagent de les introduire.

"Dans les pays à forte population pauvre, les ordres de confinement et les autres restrictions utilisées dans certains pays à revenu élevé peuvent ne pas être pratiques", a prévenu le Dr. Tedros, rappelant que de nombreuses personnes pauvres, migrantes et réfugiées vivent déjà dans des conditions de surpopulation avec peu de ressources et un accès limité aux soins de santé.

Le responsable de l'OMS a en outre indiqué que "notre connectivité mondiale signifie que le risque de réintroduction et de résurgence de la maladie conti-

nuera", soulignant que seul le développement et la mise à disposition d'un vaccin sûr et efficace pourra interrompre complètement la transmission du nouveau coronavirus.

Lundi, l'OMS rapportait près de 1,8 million de cas confirmés de Covid-19 à travers le monde, dont plus de 111.652 décès.

Si l'Europe est le continent le plus touché (913.349 cas confirmés), les Etats-Unis sont le pays qui a enregistré le plus grand nombre de décès lié au nouveau coronavirus (plus de 20.000).

P A N D É M I E D E C O R O N A V I R U S

HYDROXYCHLOROQUINE L'usine CPCM Pharma de Lakharia produira plus de 7.000 boîtes les prochains mois

L'usine CPCM Pharma de Lakharia (W. Bouira) produira plus de 700.000 boîtes de "Hydroxychloroquine" pour le traitement du coronavirus en Algérie, a indiqué le Directeur général de l'usine, Abdelhakim Bouzid.

Dans une déclaration à l'APS, M. Bouzid a indiqué que la première quantité de matière première pour la production de ce médicament sera réceptionnée en mai prochain grâce aux mesures prises par les ministères de l'Industrie et des Affaires étrangères avec les autorités indiennes, ce qui permettra à l'usine de produire 460.000 boîtes de ce médicament dans une première étape.

La deuxième quantité de cette matière première sera réceptionnée en juillet et en août, ce qui permettra à l'usine CPCM Pharma de produire 300.000 boîtes, pour atteindre un total de plus de 700.000 boîtes », selon le responsable.

La Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH) dispose actuellement de plus de 300.000 boîtes, selon le ministre de la Santé, de la population et de la réforme hospitalière, Pr Abderrahmane Benbouzid.

L'usine de Lakharia produit "l'hydroxychloroquine" depuis trois ans dans le cadre d'un contrat avec un partenaire indien qui a continué à fournir cette matière à l'Algérie, bien qu'elle soit fortement demandée dans le monde suite à la propagation du Covid-19, a rappelé le ministre.

Pour parer à un éventuel arrêt de la production, l'Union nationale des opérateurs de la pharmacie (UNOP), a mobilisé d'autres industriels à Constantine et à la zone industrielle Rouiba (Alger) pour garantir la continuité de production, a ajouté Benbouzid. Unique producteur de la chloroquine pour l'heure, l'usine de Lakharia assure la production pendant tous les jours de la semaine avec un service H24.

"Saidal est actuellement en pleine négociation avec plusieurs fournisseurs issus de plusieurs pays dont l'Inde, dans le but d'acquiescer la matière première pour fabriquer l'hydroxy chloroquine", a déclaré samedi à l'APS la PDG de Saidal, Mme Fatouma Akacem, assurant que "le groupe détient les équipements nécessaires ainsi que les hautes compétences pour fabriquer dans un premier temps 1 million d'unités de ce remède".

PRISE EN CHARGE DES CAS DE COVID-19

Un circuit à toute épreuve à l'EHU " 1^{er} novembre" d'Oran

Désigné comme centre Covid-19, l'EHU "1er novembre" d'Oran a mis en place pour l'accueil et la prise en charge des cas de Coronavirus, un circuit isolant qui se veut "à toute épreuve" et "sans lacunes" en matière d'isolation, d'orientation et de prise en charge, expliquent ses concepteurs.

Cinq espaces ont été aménagés dans le circuit, de façon à accueillir les malades pour ensuite les prendre en charge par catégories: à commencer par les cas suspects pour aboutir en dernier lieu à la réanimation pour les cas les plus critiques.

La visite de cet endroit commence au centre de tri où les médecins questionnent les patients, remplissent des formulaires et orientent les patients vers le service retenu pour leur prise en charge.

Durant cette phase, ces derniers demeurent à l'extérieur et le médecin communique avec eux à travers une petite ouverture. Une atmosphère particulière règne à l'EHU. Il y a moins d'affluence de malades et d'accompagnateurs que d'habitude. Une ambulance vient d'évacuer un malade venu de Mascara. Le visage blafard et le s yeux creux, le malade, un sexagénaire, semble plus angoissé par cette ambiance lourde qui pèse sur les lieux, que par son propre état.

Son accompagnateur, un jeune homme, scrute l'équipe de l'APS, portant des tenues d'isolement réservées aux médecins.

"Où va-t-on l'emmener?", questionne-t-il, le regard plein d'inquiétude.

La réponse ne tardera pas à venir de l'intérieur de la salle: "Au service de cardiologie", lance le médecin.

Les cas présentant des symptômes d'infection au Coronavirus et ceux qui déclarent avoir eu un contact avec une personne contaminée avérée sont orientés, pour leur part, vers l'ancienne crèche.

C'est au niveau de ce bâtiment de deux étages que sont accueillis, en premier lieu, les cas suspects. A l'entrée du bâtiment, un petit nombre de personnes occupe la salle d'attente. Un couple affirme être là depuis plus de trois heures. Assis sur un banc, l'homme, un trentenaire, est secoué d'une toux sèche. Son épouse, agrippée à son bras, semble accablée par l'inquiétude.

Son regard furtif exprime toute sa détresse et son désarroi. Médecins et infirmiers vont et viennent. La mine grave. Le pas rapide.

Le couple attend avec impatience le résultat. Le trentenaire est un chauffeur de taxi. Souffrant de fièvre et de toux depuis la veille, il a décidé de se présenter à l'hôpital pour un dépistage. Le Pr. Tayeb, infectiologue et chef du centre, a

CORONAVIRUS

87 nouveaux cas confirmés et 13 nouveaux décès

Quatre-vingt-sept (87) nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19) et 13 nouveaux décès ont été enregistrés en Algérie, portant ainsi le nombre de cas confirmés à 2070 et celui des décès à 326, a indiqué mardi le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, le Dr. Djamel Fourar.

Les nouveaux décès ont été recensés à travers sept (7) wilayas, à savoir Alger (4 cas), et deux (2) cas dans chacune des wilayas de Blida, M'Sila et Tipaza, tant dis que Bord Bou Arreridj, Ghardaïa et Skikda ont enregistré chacune un (1) décès, a précisé le Dr Fourar, lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie. Il a ajouté que l'ensemble des cas au coronavirus ont été enregistrés à travers 47 wilayas, dont 46% à Blida et à Alger, rappelant que 31 wilayas n'ont enregistré aucun cas au coronavirus ce mardi et que 8 autres ont enregistré entre un et trois cas. Le Dr. Fourar a égale-



lement fait savoir que le nombre de cas sous traitement a atteint 2890 comprenant 1246 cas confirmés par analyses de laboratoires (TCR) et 1644 cas "suspects" diagnostiqués par

radiologie et scanner. Concernant les cas de rémissions, le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus a annoncé le chiffre de 691 dont 52% dans les wilayas de Blida et d'Alger, précisant, par la même occasion, que 199 cas sont admis en soins intensifs, représentant ainsi 16% du taux d'occupation des lits disponibles.

Enfin, il a réitéré l'impératif de respecter les recommandations des spécialistes concernant les règles d'hygiène personnelle et environnementale, ainsi que des conditions de confinement sanitaire.

SANTÉ - PANDÉMIE

L'Université de Tizi-Ouzou lance une étude sur l'impact psychologique de la pandémie

Une étude sur l'impact psychologique de la pandémie de coronavirus Covid-19 en Algérie est lancée par l'équipe du Centre psychologique universitaire (CPU) de l'Université Mouloud Mammeri de Tizi Ouzou (UMMTO), a-t-on appris lundi des concernés. Les initiateurs de cette étude scientifique visent à "comprendre les effets psychologiques de cette crise sanitaire pour essayer de mieux anticiper ses répercussions certaines sur les individus et la société dans son ensemble", a expliqué Oualaloussi Nassima, enseignante-chercheur à l'UMMTO et responsable de cette étude. "La prévention psychologique

constitue un aspect important dans le traitement de cette pandémie qui aura des répercussions sur le comportement de l'individu et de la société, et ce, quel que soit la nature du confinement observé, partiel, total ou volontaire", a souligné Mme Oualaloussi.

Les symptômes de cette crise seront surtout "visibles après la crise, notamment, chez les personnes fragiles psychologiquement, atteintes ou ayant perdu un proche ou membre de leur famille", a-t-elle souligné ajoutant qu'elle (la crise) est aussi "synonyme de peur d'être contaminé, de contaminer ses proches et quand cela

arrive, de culpabilité". Autant de symptômes, a-t-elle observé, qu'"il faudrait détecter et gérer durant la période de déconfinement, qui doit être incluse comme une période de cette crise et non sa fin, d'où la nécessité d'un travail d'anticipation", a-t-elle estimé. Lancée via le portail internet de l'UMMTO à travers un questionnaire en ligne, l'étude est destinée à "l'ensemble des couches et catégories sociales et pas uniquement aux universitaires", a, en outre, précisé l'universitaire qui recommande, par ailleurs, "la mise en place intensive de cellules de soutien psychologiques durant cette période".

décidé de lui faire un scanner pour vérifier si les poumons du malade ne présentent pas des lésions indiquant une infection au Covid-19. Les résultats du scanner tardent à arriver.

Un médecin vient expliquer au couple que l'opération risque de prendre encore un peu de temps. Résignées, les deux personnes prennent leur mal en patience.

"Nous recourons au scanner pour les cas infectés depuis un certain temps et présentant des symptômes liés à la toux ou à la respiration", explique le Pr Tayeb.

Le jeune homme aurait contracté le virus avant l'entrée en vigueur de la mesure d'interdiction des transports publics prise à la mi-mars. Une raison de plus pour utiliser le scanner comme moyen de dépistage. "Nous n'avons pas les moyens de dépister toutes les personnes qui viennent à l'hôpital, soit une trentaine en moyenne par jour.

Nous faisons des tests aux seules personnes présentant de forts symptômes ou de forts risques de contamination", souligne le Pr Tayeb. Les autres sont priés de rester en confinement chez elles ou confinés au niveau de la crèche qui dispose de 10 chambres. Pour le jeune chauffeur de taxi, le scanner a été fait au niveau de l'EHU.

Le résultat de cet examen déterminera s'il doit rentrer chez lui, une ordonnance de traitement à la main, soit est admis, lui et sa compagne, à l'hôpital pour une durée indéterminée, a-t-on expliqué.

Ambulance particulière

C'est d'ailleurs le cas d'une jeune fille et de sa mère qui viennent d'être orientées au service de pneumologie, aménagé comme espace d'accueil des malades asymptomatiques.

Les deux femmes semblent bien portantes et ne présentent aucun symptôme.

Elles seront pourtant confinées, avec un couple -des parents testés positifs- avec qui elles ont séjourné pendant quelques jours.

C'est le Pr Salah Lellou, chef du service de pneumologie qui gère l'espace des covid19 asymptomatiques.

Ils restent sur place tant qu'ils ne présentent pas de problèmes respiratoires.

Le Pr. Lellou les surveille de très près. Au moindre signe de complication, les malades sont transférés un étage plus bas, au service ORL qui accueille les malades en difficulté respiratoire.

"Le service ORL est tout près de celui de la réanimation, et dans les cas de complications graves, le patient sera rapidement transféré à la réanimation", explique le spécialiste.

Au service pneumologie, une ambiance "moins pesante" règne dans les couloirs et les chambres.

Il est difficile de réaliser la gravité de la maladie lorsqu'on se retrouve face à des personnes bien portantes, comme ce couple, qui a contracté la maladie lors d'un séjour en Espagne. Le couple a accepté de partager un moment de cette période particulière de sa vie, accueillant la journaliste de l'APS dans l'intimité de leur chambre d'hôpital.

Le couple est convivial et communicatif.

Le moment est presque ordinaire si ce n'est ces masques qui cachent leur bouche et viennent vous rappeler à l'ordre.

Scène surréaliste

L'homme et la femme sont sous chloroquine depuis la veille. Ils ont interrompu leur vie professionnelle et familiale depuis leur retour d'Espagne il y a plus de 3 semaines. Ils se disent très conscients de la situation. Ils avaient opté pour une quarantaine bien avant la décision de confiner tout voyageur rentrant de l'étranger. L'ambiance est beaucoup plus lourde au service de réanimation. Sept malades sont intubés. Ils se trouvent dans un état grave. Pour accéder à leur chambre, le "visiteur" doit franchir cinq portes.

Il doit porter une tenue et un équipement de protection particulier, encore plus isolant pour passer d'une partie du service à une autre. La scène est surréaliste. Elle semble sortir tout droit d'un film de science-fiction.

Médecins et infirmiers, portant des tenues d'isolement. L'atmosphère est feutrée.

Pas un bruit ne vient troubler ce silence pesant. "Le risque d'infection est multiplié par 150 dans les chambres", explique le Pr Khemliche Belarbi, le chef de service réanimation.

La protection des équipes médicales est le cheval de bataille du patron de la Réanimation.

Intransigeant, il estime qu'il est de son devoir d'assurer les moyens pour que ses équipes exercent leurs missions tout en étant protégées. "Pour l'instant, les moyens de protection sont disponibles", assure-t-il.

Le service dispose de 14 lits de réanimation. "La capacité peut être étendue jusqu'à 35 places", a-t-il indiqué, tout en reconnaissant que la prise en charge d'un patient intubé est lourde aussi bien sur le plan humain que matériel. Le Pr. Khemliche ne peut pas se prononcer sur l'évolution de l'état sanitaire des malades. Il espère voir le nombre de cas Covid19 baisser. "Le confinement et les gestes barrières sont les seuls moyens pour y arriver", estime-t-il.

P A N D E M I E D E C O R O N A V I R U S

ETATS-UNIS

Bilan record de plus de 2.200 morts en 24h

Après deux jours de baisse, les Etats-Unis ont enregistré mardi un bilan record avec plus de 2.200 décès supplémentaires du nouveau coronavirus en 24 heures, le plus lourd bilan journalier signalé par un pays, selon le comptage de l'université Johns Hopkins.

Alors que le nombre de morts sur une journée avait baissé autour de 1.500 dimanche et lundi, les Etats-Unis ont déploré 2.228 décès entre 20h30 locales mardi et la veille à la même heure, selon les chiffres de l'université actualisés en continu.

Cela porte le bilan américain à 25.757 morts au total.

Le précédent record du nombre de décès sur une journée (2.108) avait été enregistré vendredi aux Etats-Unis.

Les Etats-Unis sont devenus ce week-end le pays du monde le plus endeuillé, devant l'Italie (plus de 21.000 morts), l'Espagne (plus de 18.000) et la France (plus de



15.700), qui ont toutefois des populations bien moins importantes.

L'Amérique compte également depuis fin mars le plus grand nombre de cas officiellement

déclarés, et a franchi lundi la barre des 600.000 contaminations diagnostiquées.

Environ 3 millions de tests ont été effectués dans le pays. L'épicentre

de l'épidémie américaine se situe toujours à New York, où un ralentissement se confirme toutefois, avec des admissions hospitalières en baisse.

"A travers les ténébres, nous pouvons apercevoir des rayons de lumière", a déclaré mardi le président Donald Trump lors de sa conférence de presse quotidienne sur la pandémie.

Les prévisions du nombre de morts aux Etats-Unis, selon le modèle le plus cité (IHME), qui prend en compte la façon dont l'épidémie a évolué en Chine et en Europe, se situent pour la première vague autour de 70.000 décès.

L'Italie enregistre 162.488 cas confirmés dont 21.067 décès

Le COVID-19 a fait 602 nouvelles victimes en Italie en 24 heures, portant le nombre total d'infections, de décès et de guérisons à 162.488 depuis le début de la pandémie fin février, a déclaré mardi le département de la protection civile du pays. Lors de sa conférence de presse télévisée quotidienne, le chef du département de la protection civile, Angelo Borrelli, a confirmé qu'il y avait eu 675 nouvelles infections actives de coronavirus par rapport à lundi, ce qui porte le total national à 104.291 cas. Parmi les personnes infectées, 28.011 sont hospitalisées (soit une baisse de 12 patients par rapport à lundi), tandis que 3.186 sont en soins intensifs (soit une baisse de 74 patients par rapport à lundi). Les autres personnes, soit 70 % des cas positifs, sont en quarantaine à domicile, a déclaré M. Borrelli. Le nombre de décès était de 602 mardi, ce qui porte le total à 21.067 depuis le début de la pandémie. Il y a eu 1.695 guérisons supplémentaires par rapport à lundi, ce qui porte le total à 37.430, a-t-il ajouté.

COVID-19 Enquête internationale sur la perte de l'odorat et du goût

Une enquête internationale sur la perte de l'odorat et du goût observée au cours de la maladie due au nouveau coronavirus a été lancée auprès des malades et anciens malades par un consortium de plus de 500 chercheurs de 38 pays.

A travers un court questionnaire, les scientifiques cherchent "d'abord à déterminer la fréquence de ces symptômes pendant l'épidémie de Covid-19, l'âge, le sexe des personnes concernées, et leur éventuelle persistance", explique le professeur Jérôme Golebiowski de l'Institut de chimie de Nice (CNRS/Université Côte d'Azur) qui coordonne la partie "France" de l'étude.

Au niveau international, l'objectif est d'atteindre plusieurs dizaines de milliers de réponses, ajoute-t-il, cité par l'AFP. Dans un second temps, l'idée serait de proposer un protocole de suivi des gens qui ont encore des problèmes d'odorat et de goût globalement au bout de 15 jours.

La perte de l'odorat (anosmie) et la perte de goût (agueusie) peut aussi survenir dans la grippe même si cela semble moins fréquent, mais l'on n'a pas connaissance de sa fréquence au niveau mondial, selon cet expert.

La participation à cette enquête est volontaire et prend environ 10 à 15 minutes. Les données resteront totalement anonymes et seront stockées sur des sites sécurisés, précisent ses initiateurs. L'enquête n'a pas vocation à établir un diagnostic et ne propose pas de traitement. Les chercheurs se sont regroupés au sein du Consortium mondial pour la recherche chémiosensorielle (ou GCCR pour Global Consortium for Chemosensory Research) pour étudier ce phénomène.

FRANCE

15.729 décès, plus lourd bilan en 24h à +762

L'épidémie de coronavirus en France a fait au moins 15.729 morts depuis début mars, dont 5.470 dans des maisons de retraites médicalisées, selon un nouveau bilan officiel donné mardi soir par le Directeur général de la santé.

Ce bilan correspond à 762 décès supplémentaires par rapport au décompte de lundi soir, soit le plus important bilan quotidien depuis le début de l'épidémie, selon les chiffres donnés par Jérôme Salomon.

Le précédent bilan le plus lourd enregistré sur une période de 24 heures remontait au 6 avril, avec 605 décès enregistrés.

"En plus des décès survenus à

l'hôpital et en institutions il y a aussi des décès qui surviennent en ville, à domicile, et tous ces décès font l'objet d'une surveillance par l'Insee (Institut national des statistiques)", a-t-il ajouté.

D'ores et déjà, d'après "les premières analyses des certificats de décès, qui portent sur près de 6.000 certificats de décès analysés, la moyenne d'âge des personnes décédées est de 81 ans, 68% de ces personnes présentaient des comorbidités de type pathologies cardiaques, hypertension sévère, pathologies neuro-dégénératives, diabète ou cancer", a-t-il déclaré.

Par ailleurs, mardi soir, 6.730

patients dans un état grave se trouvaient en réanimation, soit un solde de -91 par rapport à lundi.

Cet indicateur, qui dénote la pression sur le système hospitalier qui ne comptait avant la crise que quelque 5.000 lits de réanimation, est très suivi par les spécialistes.

"La baisse des besoins de réanimation se confirme, même si le chiffre reste très élevé", a relevé le numéro 2 du ministère.

Le président français Emmanuel Macron a estimé lundi que l'épidémie commençait à "marquer le pas" et a fixé au 11 mai la date d'un possible début du déconfinement en France.

ISLANDE

L'Islande a battu le reste du monde pour le dépistage du coronavirus

L'Islande a testé 10% de sa population pour le nouveau coronavirus, et le pays de 364.000 habitants a entamé le dépistage un mois avant que le premier malade ne soit confirmé sur son territoire.

Un cas d'école pour la gestion de la pandémie.

Dans une étude publiée mardi par la grande revue médicale américaine *New England Journal of Medicine*, des chercheurs d'universités islandaises et de la société locale deCODE Genetics, filiale du géant américain Amgen, livrent les résultats de l'important programme de dépistage lancé le 31 janvier, alors que la maladie causée par le coronavirus n'avait pas encore été baptisée Covid-19, et plus d'un mois avant que la pandémie ne soit déclarée. Deux campagnes de dépistage ont été réalisées. La première a été ciblée par les autorités à partir du 31 janvier sur les personnes symptomatiques et voyageurs revenant de zones à risque (initialement Chine, Alpes autrichiennes,

italiennes et suisses) ou ayant été en contact avec des personnes infectées. Elle a établi que 13,3% des plus de 9.000 personnes testées étaient infectées, à la fin mars. Le premier cas positif a été confirmé le 28 février. Un deuxième dépistage a été lancé par deCODE Genetics le 13 mars pour le reste de la population, tous les Islandais sans symptômes ou avec des symptômes bénins et n'étant pas en quarantaine. La proportion de cas positifs y était très inférieure: entre 0,6 et 0,8%. A ce jour, plus de 36.000 tests ont été réalisés en Islande. Ce qui fait de l'île la championne du monde du dépistage par habitant, de loin.

Elle a testé dix fois plus que la Corée du Sud (10 tests pour 1.000 habitants, selon le site Our World in Data), un autre pays montré en exemple pour avoir rapidement mis sur les tests pour surveiller l'évolution de la pandémie. A quoi a servi ce dépistage massif? Il a apparemment aidé à freiner la circulation du virus en per-

mettant de repérer des personnes infectées et contagieuses, mais qui n'avaient pas de symptômes ou croyaient seulement avoir un rhume ou une grippe.

Quand elles apprenaient que leurs tests étaient positifs, les personnes devaient s'isoler chez elles jusqu'à 10 jours après la fin de la fièvre ou jusqu'à un test négatif, et toutes les personnes les ayant rencontrés devaient se placer en quarantaine pendant deux semaines.

Si elles n'avaient pas été testées, elles ne se seraient sans doute pas isolées et auraient contaminé d'autres gens à leur insu.

L'Islande s'est distinguée d'autres pays car elle n'a pas fermé les crèches et les écoles primaires (les lycées et universités ont fermé le 16 mars, suivis des piscines, salles de sport, cinémas, bars et restaurants).

L'Islande a détecté actuellement 1.720 cas, ce qui est proportionnellement élevé par rapport à d'autres pays qui ne testent que les patients hospitali-

sés, mais le nombre de décès (huit) rapporté à la population est dix fois moindre qu'en France. Le gouvernement islandais estime le pic passé et rouvrira lycées, universités, musées et salons de coiffure le 4 mai. L'étude livre deux autres informations intéressantes. Une proportion élevée de personnes ayant reçu un résultat positif, soit 43%, n'avaient pas de symptômes (ou pas encore). Une nouvelle preuve que les porteurs asymptomatiques et présymptomatiques sont nombreux. Et les scientifiques ont séquencé le génome de 600 échantillons de virus, afin de voir quelles souches circulaient. Comme tous les virus, SARS-CoV-2, de son nom scientifique, mute en se répliquant, ce qui permet de reconstituer une sorte d'arbre généalogique et géographique.

Les analyses montrent que dans un premier temps, ce sont probablement les Islandais revenant d'Italie et d'Autriche qui ont ramené le virus chez eux.

CANCER DE LA VESSIE : ARRÊTER DE FUMER EST LA SEULE PRÉVENTION

La Semaine européenne de l'urologie est l'occasion, pour les spécialistes, de souligner que l'explosion du nombre de cancers de la vessie et du rein est essentiellement due aux méfaits du tabagisme.

La fréquence des cancers de la vessie ne cesse de croître. Avec près de 12 000 nouveaux cas enregistrés en 2012, c'est le 5e cancer le plus fréquent. C'est également le deuxième cancer urologique le plus fréquent après celui de la prostate. En outre, avec plus de 2000 morts chaque année, il tue le plus de monde que les accidents de la route. Pourtant, si les campagnes de prévention de la sécurité routière ne cessent de nous interpeller sur les méfaits de l'alcool ou de la vitesse au volant, on n'a guère vu de campagne d'information sur les méfaits de la cigarette sur la vessie.

C'est pourtant le tabac qui est le principal facteur responsable du cancer de la vessie car ses substances toxiques et cancérogènes sont éliminées par la sphère urologique (les reins et la vessie où elles peuvent provoquer de gros dégâts. Le risque de cancer de la vessie augmente en fonction du nombre d'années pendant lesquelles le patient a fumé et en fonction du nombre de paquets qu'il a fumé chaque année.

C'est pourquoi les urologues profitent-ils de cette Semaine européenne de l'Urologie, pour tenter d'attirer l'attention du grand public sur les facteurs de risque et la prévention. « Les facteurs de risque du cancer de la vessie sont principalement le tabagisme et l'exposition à des substances toxiques environnementales, dont l'élimination est urinaire. La vessie ayant une fonction de réservoir pour les urines, le contact prolongé avec les substances cancérogènes présentes dans celles-ci favorise l'apparition de cancer de l'urothélium, c'est-à-dire de la couche qui tapisse les cavités urinaires » explique la Société française d'Urologie. Au moins 43 substances reconnues comme étant cancérogènes chez



l'animal ont été retrouvées dans le tabac. « Mais tous les fumeurs n'ont pas le même risque : à exposition égale, la susceptibilité génétique individuelle offre une sensibilité ou une résistance particulière à la maladie » insistent les urologues français qui estiment que le sevrage tabagique est le princi-

pal levier de la prévention du cancer de la vessie. « On peut nous rétorquer que le sevrage tabagique (patch, gommes, pastilles...) a un coût, qui reste largement à la charge du patient puisque l'assurance maladie ne prend en charge (sur prescription médicale) que 50 euros par année civile, pour un

coût estimé entre 1500 et 3000 euros. Cela étant, si l'on rapporte le prix du sevrage au prix du paquet de cigarette moyen (7,20 euros), pour une personne fumant un paquet par jour, l'investissement est amorti entre 208 et 416 jours, soit entre 6 mois et un an et demi ! »

UN TEST URINAIRE POUR DIAGNOSTIQUER LE CANCER DE LA VESSIE PLUS TÔT

Les chercheurs français du Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) de Lyon viennent de mettre au point un test urinaire qui permettra de détecter le cancer de la vessie de manière plus précoce. Jusqu'à 10 ans plus tôt que le diagnostic clinique.

Des chercheurs du Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) de Lyon, une antenne de l'Organisation mondiale de la santé, ont annoncé dans The Lancet avoir mis au point un test de détection précoce du cancer de la vessie. Ce test urinaire, rapide et sans douleur, détecte la présence d'un gène annonceur de cancer de la vessie. Le diagnostic pourrait ainsi être posé jusqu'à 10 ans avant le diagnostic clinique.

Au cours de leurs tests, les chercheurs du CIRC dirigés par le

Dr Florence Le Calvez-Kelme ont détecté ces mutations génétiques plus de 10 ans avant le diagnostic de cancer chez 46,7% des échantillons de patients ayant déclenché un cancer par la suite. Des travaux complémentaires doivent permettre de valider ce test et évaluer son utilité clinique.

Environ 12 000 nouveaux cas de cancers de la vessie sont diagnostiqués chaque année en France. C'est le 7e cancer le plus fréquent.

Jusqu'à présent, il touchait essentiellement les hommes mais de plus en plus de femmes souffrent de ce cancer en raison de l'augmentation du tabagisme. La présence de sang dans les urines (hématurie) est souvent le premier signe qui permet de suspecter ce cancer.



Cancer du pancréas : la vitamine A booste les effets de la chimiothérapie

Selon certains experts, en 2020, le cancer du pancréas pourrait même devenir la seconde cause de mortalité par cancer en Europe, derrière le cancer du poumon (pour les hommes) ou le cancer du sein (pour les femmes).

Le taux de survie à 5 ans est exceptionnellement faible : seulement 20 % si la maladie est diagnostiquée suffisamment tôt et si le patient bénéficie d'une chimiothérapie. Justement : selon une nouvelle étude de la Queen Mary University of London (Angleterre), une supplémentation en vitamine A permettrait de booster les effets de la chimiothérapie pour vaincre le cancer du pancréas.

Les chercheurs (qui ont publié leurs conclusions dans la revue spécialisée *The Journal of Pathology*) ont mené différentes expériences sur des souris. Résultat : ils ont découvert que la vitamine A avait le pouvoir de protéger les cellules stromales de l'organisme. Celles-ci possèdent les capacités des cellules souches et appartiennent au tissu grasseux : elles sont également particulièrement vulnérable au cancer du pancréas et participent à la "communication" des cellules cancéreuses.

"Nos prochaines études permettront de déterminer si cette technique peut être applicable à d'autres formes de cancer" ajoute le Pr. He mant Kocher, principal auteur de ces travaux.

DU JUS DE CAROTTE ET DES ARABES DE DINDE

Stil est possible de consommer de la vitamine A sous la forme de compléments alimentaires, on trouve aussi cette molécule organique dans certains aliments : les abats (de dinde ou de poulet), la carotte, la patate douce (avec la peau), la citrouille, les épinards, le poivron rouge...

Ainsi, un grand verre de jus de carotte (125 ml) contient déjà 192 microgrammes de vitamine A. A titre de comparaison, l'ANSES recommande un apport quotidien en vitamine A de 600 microgrammes chez la femme adulte (550 microgrammes chez les enfants).

IMMUNOTHÉRAPIE

NOUVELLES PROMESSES CONTRE LES CANCERS DE LA VESSIE

UNE MOLECULE D'IMMUNOTHÉRAPIE, L'ATEZOLIZUMAB, PERMETTRAIT DE RÉDUIRE LA TUMEUR ET D'ALLONGER LA SURVIE DES MALADES ATTEINTS D'UN CANCER DE LA VESSIE.

Comment soigner le cancer de la vessie ? Un essai clinique présenté au congrès annuel de l'American Society of Clinical Oncology (ASCO), qui se tient du 3 au 7 juin 2016 à Chicago, apporte de nouveaux espoirs fondés sur une technique prometteuse : l'immunothérapie. Ce traitement consiste à renforcer l'efficacité des molécules du système immunitaire, les anticorps, pour qu'ils détruisent les cellules cancéreuses sans s'attaquer aux cellules saines.

RÉDUCTION DE LA TUMEUR CHEZ UN QUART DES PATIENTS

Le laboratoire Genetech, filiale du laboratoire suisse Roche, a ainsi conduit un essai clinique utilisant l'atezolizumab, un anticorps breveté et commercialisé aux États-Unis sous le nom de Tecentriq®. Cet essai, intitulé IMVIGOR210, portait sur 119 patients répartis aux États-Unis, au Canada et en Europe. Souffrant de cancers de la vessie, ces participants ont reçu le Tecentriq® comme traitement de première intention. Résultat : le médicament a permis de réduire la masse tumorale d'au moins 30% chez un quart des patients, et a allongé la survie de 9 à près de 14,8 mois en moyenne. La réponse au traitement a été rapide (environ deux mois) et durable, jusqu'à 15 mois. Un constat encourageant puisque "la moitié des patients atteints d'un cancer de la vessie ne peuvent supporter la chimiothérapie habituellement prescrite", selon Sandra Horning, médecin-chef des laboratoires Genetech.

3 000 MORTS PAR AN EN FRANCE

Autant avantage de ce traitement d'immunothérapie : seulement 10 à 15% des patients ont souffert d'effets indésirables graves. "L'immunothérapie semble être beaucoup plus facile à tolérer que la chimiothérapie, ce qui est parti-



culièrement important pour les patients âgés" a ainsi souligné le professeur Arjun Balaz, oncologue au Langone Medical Center (New York) qui a travaillé sur cet essai clinique. Ces résultats ne sont pour le moment pas encore validés, mais ouvrent de nouvelles pistes de traitements pour les cancers difficiles à traiter, comme celui

de la vessie, dupancréasou de l'estomac. Les chercheurs en charge de cet essai espèrent réaliser de nouvelles études plus étendues pour valider l'efficacité de l'atezolizumab. Le cancer de la vessie est le 5e cancer le plus fréquent, et concerne principalement des fumeurs. Il est responsable de 3 000 décès par an en France.

LE VIRUS DU RHUME S'ATTAQUE AU CANCER DE LA VESSIE

Des chercheurs britanniques suggèrent que l'un des virus du rhume pourrait aider à infecter et tuer les cellules cancéreuses de la vessie.

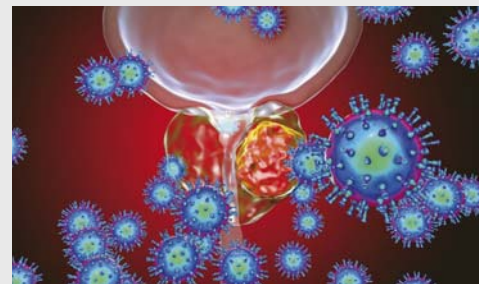
Dans leur récent rapport sur l'incidence et de la mortalité par cancer en France, Santé publique France et l'Institut national du cancer estiment à 13 074 le nombre de nouveaux cas de cancer de la vessie diagnostiqués en France en 2018, dont 91 % chez l'homme.

Le tabagisme actif est le principal facteur de risque, suivi par les expositions professionnelles. Une nouvelle étude, dirigée par les chercheurs de l'université du Surrey (Grande-Bretagne) suggère que ce cancer pourrait être traité avec l'un des virus du rhume.

LE VIRUS FAIT RÉAGIR LE SYSTÈME IMMUNITAIRE

Dans cette étude, 15 patients atteints du cancer de la vessie ont reçu ce virus tueur de cancer, le coxsackievirus ou CVA21) au moyen d'un cathéter, une semaine avant l'ablation chirurgicale de leur tumeur.

Lorsque des échantillons de la tumeur ont été analysés après opération, les chercheurs ont découvert que le virus avait effectivement infecté et tué les



cellules cancéreuses dans la vessie, laissant les autres cellules intactes. "Le virus pénètre dans les cellules cancéreuses et les tue en déclenchant une protéine immunitaire qui incite d'autres cellules immunitaires à se joindre à la fête" a expliqué à la BBC le Pr Hardev Pandha, principal auteur de l'étude. Toute trace de la maladie a disparu chez l'un des patients au bout

d'une semaine. Chez les autres, la charge tumorale a fortement baissé. Les chercheurs vont maintenant tenter d'utiliser le virus du rhume en association avec un traitement médicamenteux par immunothérapie ciblée. Selon les résultats, ce type de traitement pourrait, à terme, remplacer la chimiothérapie dans le traitement du cancer de la vessie.

ONU-ANGOLA L'ONU octroie 16 millions de dollars à l'Angola pour l'aider à lutter contre le COVID-19

L'Organisation des Nations Unies (ONU) a octroyé 16 millions de dollars des Etats-Unis pour compléter l'effort de l'Angola dans la lutte contre le COVID-19, a déclaré mardi le coordonnateur résident des Nations Unies en Angola, Paolo Balladelli.

Le responsable de l'ONU a expliqué que la pandémie a contraint à reprogrammer les ressources destinées au plan de coopération avec l'Angola. Quelque 12,5 millions de dollars des Etats-Unis ont été mis à disposition pour soutenir la réponse nationale au COVID-19 et 3,5 millions pour la sécurité alimentaire des populations des provinces de Namibe, Huila, Cunene et Kuando-Kubango, frappées par la sécheresse, a dit le responsable des Nations Unies. M. Balladelli a également déclaré que les ressources serviront à apporter une assistance technique, par le biais du transfert de connaissances et du renforcement des capacités internes, considérant comme essentiel l'amélioration des mécanismes de coordination avec les partenaires.

Le responsable des Nations Unies a également considéré que l'état d'urgence actuellement en vigueur dans le pays est une mesure justifiée et opportune, car la distanciation sociale est l'arme la plus importante pour prévenir la propagation du virus.

Parallèlement, il a souligné que l'isolement peut causer des difficultés économiques et sociales, préconisant des transferts financiers par l'accélération de la production alimentaire nationale, comme le blé, le manioc, le maïs, les oeufs et les poulets pour assurer la sécurité alimentaire de la population ainsi que l'accès à l'eau.

Il a également déclaré avoir discuté avec le président angolais de la possibilité d'une production de masques nationale afin de réduire le nombre d'infections par le virus dans le pays, même avec les moyens disponibles tels que le tissu local. L'Angola a enregistré 19 cas positifs de COVID-19, dont quatre ont été guéris et deux sont morts. Le pays en est à son cinquième jour sans avoir signalé un cas positif.

SÉNÉGAL-FMI Le FMI approuve 442 millions de dollars d'aide au Sénégal

Le conseil d'administration du Fonds monétaire international a approuvé une aide de 442 millions de dollars pour le Sénégal, afin de dégager de l'argent pour que le pays puisse faire face à l'épidémie de Covid-19.

L'aide du Fonds vient de deux facilités qui permettent à un pays d'accéder rapidement à de l'argent en cas d'urgence. Le Sénégal va toucher 294,7 millions de dollars au titre de l'instrument de financement rapide et un décaissement au titre de la facilité de crédit rapide équivalant 147,4 millions de dollars "pour aider le Sénégal à répondre aux besoins urgents de financement de la balance des paiements qui résultent de la pandémie de COVID-19", souligne un communiqué du Fonds.

L'épidémie frappe durement l'économie sénégalaise (tourisme, transport, construction et commerce de détail) et qui plus est la crise qui frappe l'Europe a aussi réduit le montant de l'argent transféré par les expatriés. "Les autorités ont agi rapidement pour atténuer l'impact de la pandémie en augmentant les dépenses de santé et en offrant une aide ciblée aux ménages vulnérables et aux entreprises, avec notamment une aide alimentaire, la suspension des paiements des factures de services publics pour les populations les plus pauvres et des allègements fiscaux ciblés", se félicite le FMI.

L'aide apportée par le Fonds "contribuera à préserver l'espace budgétaire et à catalyser une aide supplémentaire de la communauté internationale, de préférence sous forme de dons", souligne encore l'institution.

APS

EGYPTE/EXTRÉMISME Un policier tué et un blessé dans une fusillade

Un policier égyptien a trouvé la mort et un autre blessé mardi dans des échanges de tirs avec des extrémistes armés dans un quartier populaire du Caire, a indiqué une source sécuritaire.

"Les forces de sécurité ont reçu un tuyau sur la présence de nombreux terroristes dans un appartement" du quartier d'Al-Amiriya et se sont alors rendues sur place, a précisé cette source citée par l'AFP.

"Un échange de tirs s'en est suivi et deux membres des forces de sécurité ont été blessés et transférés à l'hôpital" avant que l'un d'eux ne décède, a-t-elle ajouté.

La fusillade a duré plusieurs heures jusqu'à après 20h00, heure du début du couvre-feu nocturne imposé pour lutter contre la propagation du nouveau coronavirus, a indiqué la source sécuritaire.

La cellule a été "neutralisée", a-t-elle



ajouté sans faire mention d'arrestations ou d'autres victimes. L'armée et la police ont lancé en février 2018 une vaste opération "antiterroriste" dans la péninsule du Sinaï, région du nord-est où sévissent des

groupes extrémistes comme le groupe terroriste autoproclamé "Etat islamique" (EI/Daech), mais aussi dans certaines parties du désert occidental, entre la vallée du Nil et la frontière avec la Libye.

ONU-TCHAD L'ONU accorde plus de 8 millions de dollars au Tchad pour lutter contre le COVID-19

Le Système des Nations Unies a décidé d'accorder au Tchad un appui financier de près de cinq milliards de francs CFA (environ 8,4 millions de dollars) pour renforcer la mise en œuvre du plan national de contingence au COVID-19 pour une période de trois mois, a annoncé mardi sa coordinatrice résidente au Tchad, Violette Kakyomya.

"L'ensemble des agences se sont mobilisées pour apporter leur contribution conformément à leur domaine spécifique. Le Système des Nations Unies continuera à mobiliser davantage des ressources pour contrecarrer la propagation du COVID-19 au Tchad", a indiqué Mme Kakyomya.

Elle a félicité le gouvernement du

Tchad pour le leadership qui a permis au pays de prendre les mesures nécessaires de manière coordonnée pour faire face à cette pandémie mondiale, ainsi que tous les partenaires pour leurs contributions. Depuis la détection du premier cas le 19 mars, le Tchad a enregistré au total 23 cas d'infection au nouveau coronavirus, dont deux guérisons.

MOZAMBIQUE Les autorités minimisent les récentes attaques terroristes

Les autorités du Mozambique ont minimisé mardi l'importance de la récente vague d'attaques terroristes dans l'extrême-nord du pays, affirmant que les extrémistes ne contrôlaient aucune partie du territoire, et assuré qu'elles s'employaient à y "restaurer l'ordre". Ces deux dernières semaines, un groupe terroriste apparu il y a deux ans et demi a brièvement occupé plusieurs villes de la province du Cabo Delgado, détruit bâtiments officiels et infrastructures et déployé



son drapeau noir. "Aucune zone n'est aux mains des insurgés", a réagi mardi le commandant en chef de la police, Bernardino Rafael. "Certaines zones sont la cible d'incursions criminelles", a-t-il toutefois concédé devant la presse locale, "nous travaillons à restaurer l'ordre public".

Le groupe terroriste responsable de ces attaques opère depuis octobre 2017 dans toute la province à majorité musulmane du Cabo Delgado, riche en importants gisements gaziers

sous-marins. Il y a multiplié les opérations meurtrières contre les populations civiles et les forces de sécurité. Ces violences ont fait au moins 900 morts, selon un décompte de l'ONG Arme d'Conflict Location and Event Data Project (Acled), et causé le déplacement de plus de 150.000 personnes, selon les autorités. Depuis quelques mois, des attaques sont revendiquées par une branche régionale du groupe terroriste autoproclamé "Etat islamique" (EI/Daech).

BURUNDI-RWANDA-RDC Le Burundi rouvre ses frontières avec le Rwanda et la RDC pour la circulation des marchandises

Le gouvernement du Burundi a rouvert ses frontières pour les marchandises transitant par le Rwanda et la République démocratique du Congo (RDC) après deux semaines de fermeture aux frontières nord et ouest du pays en raison du coronavirus, ont rapporté mardi des médias locaux. En raison de la menace du coronavirus (Covid-19), le 30 mars, le Burundi avait officiellement fermé l'entrée via ses frontières à des camions de marchandises de la Communauté de l'Afrique de l'Est, transitant par le Rwanda, tandis que depuis une semaine plus tôt, l'immigration burundaise refusait l'entrée à différents frets. A la suite de l'embargo sur le fret, le Rwanda a informé le Kenya et l'Ouganda qu'il ne laisserait pas entrer les camions de fret à destination du Burundi en provenance des deux pays d'Afrique de l'Est car il n'avait pas le choix, selon les médias. Le Rwanda a pris cette décision après que



des dizaines de camions se sont retrouvés bloqués du côté rwandais et d'autres sur le no man's land aux différents points d'entrée frontaliers entre les deux pays, avec leurs marchandises, selon la même source. La plupart des marchandises transitant par le Rwanda à destination du Burundi proviennent du port kenyan

de Mombasa. Dimanche soir, le gouvernement burundais a déclaré "qu'en dépit de la fermeture des frontières nord et ouest avec le Rwanda et la RDC, la libre circulation des marchandises reste assurée. Les camionneurs sont appelés à respecter les mesures prises pour lutter contre la propagation de la COVID-19".

IRAK L'agence de presse Reuters suspendue trois mois

L'Irak a suspendu pour trois mois le bureau de Reuters dans le pays, a indiqué mardi cette agence de presse, en raison d'un article, que Bagdad conteste, affirmant que des milliers de cas de Covid-19 n'étaient pas rapportés.

Dans une lettre, la Commission des médias et des communications (CMC) accuse Reuters de "mettre en danger la sécurité de la société" et de "donner une mauvaise image de la cellule de crise" gouvernementale créée face au nouveau coronavirus. Elle a donc imposé une suspension de trois mois et une amende de 21.000 dollars à l'agence internationale. Reuters a dit "regretter" cette décision et "ne pas renier" son article. "Nous cherchons à résoudre la question et travaillons à pouvoir continuer à assurer une couverture fiable de l'Irak", assure l'agence dans un communiqué.

Le ministère de la Santé irakien rend chaque jour public des bilans des contaminations au nouveau coronavirus. Le dernier, établi lundi soir, faisait état de 1.378 contaminations, dont 78 morts et 717 malades guéris. L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) ou l'ONU, sans mettre en doute les chiffres annoncés par les autorités, appellent régulièrement les Irakiens à respecter strictement le confinement. Car une pandémie pourrait achever le système de santé déjà à genoux du pays ravagé par les guerres et en pénurie chronique de médecins, de lits et de médicaments.



ETATS UNIS Obama soutient Biden en le déclarant capable de guider les Américains

L'ancien président Barack Obama a annoncé mardi son soutien à Joe Biden en le déclarant capable de guider les Américains "à travers certaines de nos heures les plus sombres", un précieux ralliement pour le candidat démocrate qui affrontera Donald Trump en novembre. "J'estime que Joe a toutes les qualités dont nous avons besoin chez un président en ce moment", a déclaré Barack Obama dans une vidéo et un communiqué. "Joe a le tempérament et l'expérience pour nous guider à travers certaines de nos heures les plus sombres et nous guérir au cours d'un long rétablissement", a-t-il ajouté, "et c'est pour cela que je suis fier" de le soutenir. Encore très populaire chez les démocrates, il offre ainsi un soutien de poids à son ancien vice-président de 77 ans, qui doit rassembler le parti s'il veut battre Donald Trump le 3 novembre. Dans une longue vidéo de 12 minutes, Barack Obama évoque la douleur des familles endeuillées par le coronavirus avant d'expliquer son ralliement derrière Joe Biden.

"Choisir Joe pour être mon vice-président" entre 2009 et 2017, "a été l'une des meilleures décisions que j'ai jamais prises, et il est devenu un ami proche". "C'est quelqu'un à qui la vie a appris la persévérance, comment rebondir après avoir été laissé K.O.", poursuit-il, en référence aux tragédies familiales qui ont bouleversé la vie de Joe Biden. Tandis que la pandémie endeuille les Etats-

Unis, le monde, et ravage l'économie, Barack Obama met en avant l'expérience de Joe Biden à la Maison Blanche après la grande crise financière de 2007/2008 et son aide dans la lutte contre de grandes épidémies. "C'est pour cela que je lui avais demandé de mettre en oeuvre" le grand plan de relance économique signé en 2009 ("Recovery Act"), "qui a sauvé des millions d'emplois et a permis aux gens de reprendre pied - parce que Joe est efficace".

"Joe m'a aidé à gérer le H1N1 (grippe A, ndlr) et à empêcher que l'épidémie d'Ebola se convertisse en une pandémie comme celle que nous voyons aujourd'hui", a-t-il poursuivi. "En ce moment, nous avons besoin que les Américains de bonne volonté s'unissent dans un grand sursaut contre une politique qui a trop souvent été définie par la corruption, la négligence, l'intérêt personnel, la désinformation, l'ignorance et de la pure méchanceté", a-t-il asséné, après plus de trois ans de présidence de Donald Trump.

Très discret depuis son départ de la Maison Blanche en janvier 2017, Barack Obama aura attendu la victoire du modéré Joe Biden et le ralliement du champion de la gauche Bernie Sanders, annoncé lundi, pour se prononcer. Son équipe a rappelé mardi qu'il avait décidé de rester neutre pendant la primaire démocrate "car il estimait que pour que le parti démocrate gagne en novembre",

les électeurs devaient choisir seuls leur candidat. En 2016, Barack Obama avait également attendu la victoire de Hillary Clinton face à Bernie Sanders, en juin, pour se ranger derrière la candidate.

L'ancien président était sorti de son silence public une rare fois, en novembre 2019, pour affirmer que la bataille électorale se remporterait au centre. Les Etats-Unis ne sont pas un pays "révolutionnaire", avait-il déclaré. S'il ne citait personne, tous avaient pensé à Bernie Sanders. Le président du parti démocrate, Tom Perez, a salué mardi le mouvement de "rassemblement" autour de Joe Biden avant "l'élection la plus importante de nos vies". L'ex-candidate et sénatrice progressiste Elizabeth Warren ne lui a toutefois pas encore accordé son soutien. Joe Biden devrait être désigné officiellement candidat lors d'une convention démocrate, le 17 août. La campagne électorale est mise en sourdine depuis un mois en raison de la pandémie de Covid-19, qui a mis un terme à tous les meetings, réunions publiques et autres porte-à-porte. Donald Trump reste lui très visible pendant la crise, dont l'impact électoral est incertain. "Barack Obama a passé une bonne partie des cinq dernières années à exhorter Joe Biden à ne pas se présenter à la présidentielle par crainte qu'il se ridiculise", a ironisé son chef de campagne, Brad Parscale, dans un communiqué. "Le président Trump va le détruire".

SCANDALE 1MDB Les Etats-Unis renvoient 300 millions de dollars en Malaisie

Le ministère américain de la Justice a annoncé mardi avoir récupéré et renvoyé en Malaisie environ 300 millions de dollars détournés du fonds d'investissement public 1MDB et blanchis par le système financier international.

Au total, les Etats-Unis ont aidé la Malaisie à récupérer plus d'un milliard de dollars perdus dans ce vaste scandale de corruption, selon le ministère.

"Les sommes volées aux Malaisiens sont faramineuses et nous avons travaillé sans relâche pour récupérer des biens dont ils auraient dû être les seuls à bénéficier", a déclaré le pro-



curateur américain Nick Hanna, cité dans un communiqué.

Le ministère américain de la Justice estime que 4,5 milliards de dollars ont été détournés du fonds souverain 1Malaysia Development Berhad ou 1MDB, fondé en

2009 pour servir au développement économique du pays.

Le scandale a débouché sur de multiples enquêtes judiciaires et contribué à la chute de l'ex-Premier ministre malaisien Najib Razak, soupçonné d'avoir fi-

nancé des dépenses somptueuses avec les fonds détournés. Le financier malaisien Low Taek Jho, considéré comme le cerveau de l'affaire, avait acheté des résidences de luxe, des yachts, des oeuvres d'art, notamment aux Etats-Unis, et investi dans la production de films, dont "Le Loup de Wall Street" avec Leonardo DiCaprio. La saisie de ces actifs, entre autres, a permis le renvoi des sommes en Malaisie. La banque Goldman Sachs est poursuivie en justice en Malaisie dans le cadre de ce scandale, mais elle rejette les accusations de fausses déclarations portées contre elle.

CHINE-FRANCE L'ambassadeur de Chine à Paris convoqué pour "certains propos" liés au coronavirus

Le chef de la diplomatie française Jean-Yves Le Drian a convoqué mardi l'ambassadeur de Chine en France pour lui signifier sa "désapprobation" vis-à-vis de "certains propos récents" critiquant la réponse occidentale à la pandémie de nouveau coronavirus, a-t-il annoncé dans un communiqué.

"J'ai fait connaître clairement ma désapprobation de certains propos récents à l'ambassadeur de la République populaire de Chine en France, lors de sa convocation au ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, ce mardi 14 avril au matin", souligne Le Drian.

"Certaines prises de position publiques récentes de représentants de l'ambassade de Chine en France ne sont pas conformes à la qualité de la relation bilatérale entre nos deux pays", déplore le ministre, en référence à la campagne décomplexée menée par cette ambassade pour vanter la "victoire" du gouvernement chinois dans sa bataille contre le coronavirus et critiquer la gestion occidentale de cette épidémie. Dimanche, l'ambassade de Chine en France a publié sur son site un long texte intitulé "Rétablir des faits distordus - Observations d'un diplomate chinois en poste à Paris".

Les Occidentaux y sont notamment accusés de dénigrer injustement la Chine après avoir qualifié la maladie Covid-19 de "grippette" au début de l'épidémie et les Américains sont critiqués pour avoir limogé le commandant d'un porte-avions dont l'équipage est contaminé. Le texte accuse aussi - sans fournir de preuves - les membres du personnel soignant français des établissements pour personnes âgées (Ehpad) d'avoir "abandonné leurs postes du jour au lendemain (...) laissant mourir leurs pensionnaires de faim et de maladie".

"Le Covid-19 est une pandémie qui touche tous les continents et toutes les sociétés. Face au virus et à ses conséquences sur nos économies, les polémiques n'ont pas leur place et la France oeuvre résolument en faveur de l'unité, de la solidarité et de la plus grande coopération internationale", rétorque mardi le ministre français des Affaires étrangères dans son communiqué.

ETATS UNIS/CORÉE DU NORD Missiles nord-coréens : Washington écarte une provocation ou une menace

Le chef d'état-major de l'armée américaine a estimé que les tirs de missiles de croisière effectués mardi par la Corée du Nord ne sont pas "une provocation" et ne représentent pas de menace pour les Etats-Unis. "Je ne pense pas que ce soit particulièrement une provocation ou une menace à notre encontre", a expliqué le général Mark Milley lors d'une conférence de presse au Pentagone.

"Cela pourrait être lié à des célébrations qui ont lieu" dans le pays, a-t-il ajouté, alors que la Corée du Nord fête mercredi le 108e anniversaire de la naissance du fondateur du régime, Kim Il Sung, le grand-père de l'actuel dirigeant Kim Jong Un.

La Corée du Sud organise le même jour des élections législatives, et cette démonstration pourrait être une façon pour Pyongyang de montrer l'ampleur de son arsenal, selon des experts. Quant au type de projectiles tirés, "ils sont à courte portée, ce ne sont pas des missiles particulièrement gros", a dit le patron des forces armées américaines.

La Corée du Nord a tiré mardi plusieurs missiles de croisière présumés depuis la ville de Munchon, dans l'Est du pays, avant de s'abîmer dans la mer du Japon, selon l'armée sud-coréenne. Ces essais interviennent alors que les négociations entre le président américain Donald Trump et le dirigeant nord-coréen Kim Jong Un sur une dénucléarisation de la péninsule coréenne sont au point mort depuis le début plus d'un an. Ils ont aussi été effectués alors que l'attention de la communauté internationale se focalise sur la lutte contre la pandémie de nouveau coronavirus. Pyongyang affirme qu'il n'y a aucun cas de Covid-19 sur son territoire.

LITTÉRATURE/ROMAN/PRIX

Abdelouahab Aissaoui décroche le Booker du roman arabe

Le romancier algérien Abdelouahab Aissaoui a remporté le prix littéraire international du roman arabe Booker 2020 pour son roman "Eddiwan El Isbarti", a indiqué mardi la direction du prix.



La cérémonie de remise du prix a été annulée en raison des mesures de prévention contre la propagation du coronavirus, expliquent les organisateurs.

Abdelouahab Aissaoui devra recevoir une récompense de 50.000 USD pour son roman, publié chez l'éditeur algérien Mim, en plus d'une traduction de son oeuvre vers l'anglais.

Le roman évoque la fin de l'occupation ottomane et le début de la colonisation française (1815-1833) à travers l'histoire de cinq personnages, les événements se déroulant essentiellement à Alger.

Le roman d'Abdelouahab Aissaoui, se caractérise par une structure narrative "profonde" et "de qualité", et une polyphonie invitant le lecteur à mieux comprendre "l'histoire de la

colonisation de l'Algérie" et les "conflits dans toute la région de la Méditerranée ainsi que les formes de résistance opposées", a noté le président du jury, Mohamed Mousaoui. Né à Djelfa en 1985, Abdelouahab Aissaoui a à son actif plusieurs ouvrages littéraires dont "Cinéma de Jacob" (2012) et "Sierra Del Muerte", son deuxième roman et Grand Prix Assia- Djebbar en 2015.

CULTURE/ROMAN/PRIX/BOOKER

Abdelouahab Aissaoui, lauréat du prix Booker : une confirmation du grand potentiel de l'élite culturelle algérienne (M^{me} Bendouda)

La ministre de la Culture, Malika Bendouda a félicité mardi le romancier algérien Abdelouahab Aissaoui, lauréat du prix international du Roman arabe 2020 "Booker" pour son roman "Eddiwan El Isbarti" (The Spartan Court).

Dans une publication sur la page Facebook du ministère de la Culture, Mme Bendouda a exprimé "son immense fierté de cet acquis qui confirme la place du roman algérien". Ce prix confirme aussi le fort potentiel de la jeune élite culturelle algérienne et reflète, en outre, la place particulière de la culture algérienne à tous les niveaux, notamment arabe", a-t-elle affirmé. La ministre a mis en avant, dans ce sens,

le thème du roman qui évoque l'un des chapitres de l'histoire de l'Algérie, ce qui témoigne, une fois de plus, "l'attachement de la jeunesse algérienne à l'histoire de son pays". "Il s'agit d'un nouvel exploit qui vient s'ajouter aux empreintes laissées par des créateurs algériens lors des manifestations internationales", a poursuivi Mme Bendouda. Le roman "The Spartan Court" relate la fin de l'ère ottomane et le début de la colonisation française en Algérie (1815-1833) à travers cinq personnages.

Les noms des lauréats ont été annoncés aujourd'hui sur la page Facebook du Prix suite à l'annulation de la cérémonie de distinction en raison des pré-

cautions prises en vue d'endiguer la propagation de la pandémie du Coronavirus.

Aissaoui recevra, pour son œuvre, édité par la maison d'édition algérienne "Dar Mim", un montant de 50.000 dollars en plus de la traduction de son roman en anglais. Le chef du jury, Mohamed El-Moussaoui a indiqué que le roman se caractérise par "une haute qualité stylistique" et "invite le lecteur à comprendre les circonstances de l'occupation et comment la résistance s'est constituée sous des formes diverses". Né en 1985 à Djelfa, Abdelouahab Aissaoui compte plusieurs romans à son actif, dont "Cinéma de Jacob" et "Sierra De Muerte".

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

وزارة الصحة والسكان وإصلاح المستشفيات

MINISTRE DE LA SANTE DE LA POPULATION ET DE LA REFORME HOSPITALIERE

Wilaya de Bouira

Direction de la Santé et de la Population

N° 167 / DSP / ISPP / 2020

ولاية البويرة

مديرية الصحة والسكان والاصحاح لولاية البويرة

Monsieur BAOUCHI AFLAH

Gérant de « EURL EL WATANIA BUREAUTIQUE »

CITE DOUZI 03 N° 399 BAB EZZOUAR- ALGER

OBJET : Mise en demeure N°02.

PROJET : ACQUISITION D'EQUIPEMENT COLLECTIF POUR LE SERVICE DES URGENCES MEDICAUX CHIRURGICALES DE L'HOPITAL DE SOUR EL GHOZLANE » LOT N° 03 : MATERIEL INFORMATIQUE

Il m'a été donné de constater que vous n'avez pas encore exécuté l'objet de l'ordre de service n°01 de démarrage des prestations signé par vos soins le 25/02/2020 malgré notre première mise en demeure afin de nous livrer les équipements objet du contrat visé par le contrôleur financier en date du 31/12/2019 sous le n°2228 notifié le 25/02/2020 relatif à l'opération n° NL5.731.3.262.110.15.03 portant « ACQUISITION D'EQUIPEMENT COLLECTIF POUR LE SERVICE DES URGENCES MEDICAUX CHIRURGICALES DE L'HOPITAL DE SOUR EL GHOZLANE » LOT N° 03 : MATERIEL INFORMATIQUE.

Cet effet la société « EURL EL WATANIA BUREAUTIQUE » domiciliée à la Cité DOUZI 03 n°399, BAB EZZOUAR, Alger titulaire du contrat cité ci-dessus, est mise en demeure pour la deuxième fois afin de nous livrer les équipements objet du contrat dans un délai de cinq (05) jours à compter de la date de sa publication.

Faut de quoi, une résiliation aux torts exclusifs de « EURL EL WATANIA BUREAUTIQUE » sera prononcée conformément à la réglementation en vigueur.

CHINE/COVID-19

Report de la 44e session du Comité du patrimoine mondial

La 44e session du Comité du patrimoine mondial, initialement prévue fin juin à Fuzhou dans la province chinoise du Fujian (est), a été reportée en raison de l'impact de la pandémie du coronavirus (COVID-19), a annoncé mercredi le ministre chinois de l'Education.

Prévu initialement du 29 juin au 9 juillet 2020 à Fuzhou, dans la province chinoise du Fujian (est), la 44e session du Comité qui relève de l'agence onusienne Unesco a été reportée à une date ultérieure en raison de la propagation du coronavirus.

Le Comité qui se réunit tous les ans, est composé de 21 pays désignés par l'Assemblée générale (AG) des Nations-Unies. L'Assemblée générale, l'un des six organes principaux de l'ONU, a décidé lundi pour les mêmes raisons liées au coronavirus de reporter ses réunions prévues. L'AG a reporté entre autres événements le 14e Congrès des Nations

Unies sur la prévention du crime et la justice pénale, la quatrième Conférence des zones exemptes d'armes nucléaires et la Mongolie, 2020, la Conférence 2020 des



Nations Unies pour soutenir la mise en œuvre de l'Objectif de développement durable: conserver et utiliser durablement les océans, les mers et les ressources marines aux fins de développement durable. Il a été également reporté à une date ultérieure, le "Dialogue interactif sur l'harmonie avec la nature", prévu en marge de la 74e session de l'Assemblée générale.

FESTIVAL VIRTUEL DU FILM À DOMICILE À ANNABA

Candidature d'une vingtaine de courts-métrages

Une vingtaine de courts-métrages ont présenté leur candidature au Festival virtuel du film à domicile (Domum) initié par le cinéaste, Dalil Belkhouidir pour briser l'inertie culturelle en ce temps de confinement sanitaire à domicile, a-t-on appris mardi auprès du cinéaste.

L'initiative a suscité un vif enthousiasme des cinéastes amateurs et des familles à l'intérieur et l'exté-

rieur du pays, assure Belkhouidir qui considère que le site du festival sur l'Espace bleu est un espace interactif pour les cinéastes amateurs de s'essayer au travail cinématographique virtuel. Le festival offre à travers ces pages sur les réseaux sociaux l'accès aux techniques de tournage d'un court métrage de 3 minutes dans leur domicile et à des ateliers de formation aux métiers du ci-

néma avec la possibilité de communiquer avec des cinéastes et réalisateurs professionnels et amateurs de l'intérieur et de l'extérieur du pays, assure l'initiateur du projet. La manifestation organisée avec le concours de l'association "Lumière de la Méditerranée" d'Annaba sera clôturée fin avril par la remise de prix "virtuels" aux meilleurs œuvres, est-il indiqué.

COVID-19 Guterres déplore une "dangereuse épidémie de désinformation" sur Internet

Le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a annoncé mardi une nouvelle initiative pour "inonder l'Internet de faits et de données scientifiques" face à une "dangereuse épidémie de désinformation" sur le Covid-19.



Dans un message vidéo, relayé par le site officiel de l'ONU, M. Guterres, a plaidé en faveur de la confiance en la science, la confiance dans les institutions et la confiance entre individus, saluant le travail des journalistes qui vérifient les faits face à une avalanche d'articles trompeurs et de publications erronées sur les médias sociaux.

Dans ce contexte, il a appelé les entreprises de médias sociaux à faire plus pour éliminer la haine et les affirmations infondées sur le Covid-19.

Les experts s'inquiètent que cette désinformation mette des vies en danger, incitant certaines personnes à essayer des remèdes non prouvés dans l'espoir de "se guérir".

Alors que la science et la solidarité devraient être les priorités du monde entier pour combattre la pandémie, une "désinformation" mondiale se répand, a noté le SG de l'ONU.

"Les conseils de santé nocifs et les solutions de charlatan prolifèrent. Des mensonges remplissent les ondes. Des théories du

complot infectent l'Internet. La haine devient virale, stigmatisant et difamant des personnes et des groupes", a-t-il déploré.

Dans un entretien à ONU Info, le Directeur des politiques et stratégies en matière de communication et d'information à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), Guy Berger, explique que les mensonges liés à tous les aspects de la pandémie de Covid-19 sont devenus monnaie courante.

"Il semble que prati-

quement aucun domaine n'a été laissé intact par la désinformation en lien avec la crise du Covid-19, allant de l'origine du coronavirus à la prévention et aux "remèdes" non éprouvés, en passant par les réponses des gouvernements et des entreprises", souligne-t-il.

"Le grand risque est que tout message qui gagne du terrain puisse annuler la signification d'un ensemble de faits réels". Afin de contrer les rumeurs, poursuit M. Berger, "nous soulignons que les gouvernements devraient être plus transparents et divulguer de manière proactive davantage de données, en conformité avec les lois et politiques sur le droit à l'information. L'accès à l'information provenant de sources officielles est très important pour la crédibilité dans cette crise".

ALGÉRIE - COMMERCE - NUMÉRIQUE Des plateformes numériques pour la livraison des denrées alimentaires aux citoyens



Plusieurs départements ministériels lancent à partir du 18 avril en cours un dispositif visant à soutenir les opérateurs nationaux de e-commerce afin permettre aux citoyens de se faire livrer leurs denrées alimentaires via des plateformes numériques dans le cadre du respect du confinement contre le Covid-19.

Ce dispositif vise à supporter des opérateurs privés du e-commerce, en l'occurrence Jumia, Batolis, Easy-relay, Yasir et des groupes d'auto-entrepreneurs dans le secteur du transport, à l'effet de fournir via des plateformes numériques, des services de commande, de paiement et de livraison à domicile ou à la superette la plus proche, de denrées alimentaires a indiqué le ministère de la Micro-entreprise, des Startups et de l'Economie de la Connaissance, dans un communiqué.

"A cet effet, le dispositif d'accompagnement mis en place, vise à inciter le citoyen à respecter le confinement et de limiter ses déplacements au strict nécessaire", note la même source.

Le principe consiste, pour le citoyen, de se rendre sur

l'une des plateformes digitales de Jumia et/ou Batolis, de consulter la liste des produits et des fournisseurs, de placer sa commande par Internet ou par téléphone, de choisir le lieu de la livraison à domicile ou la superette la plus proche.

Pour ce faire, la livraison est assurée par une équipe de professionnels formés ayant des moyens de protection contre la contagion. Aussi, le consommateur a le choix du mode de paiement parmi les options qu'Algérie Poste a mise à disposition sur les Plateformes Jumia, Batolis, Easy-relay et les superettes, et ce par carte Dahabiya, TPE ou dans le cas échéant par Cash à la livraison.

Le dispositif sera lancé en pilote à partir de samedi le 18 avril prochain au niveau des wilayas de Blida, Médéa et de Sétif, et sera déployé progressivement sur le reste du territoire national. A noter que le ministère lance cette "initiative d'urgence" en tandem avec les ministères du Commerce, de l'Intérieur et des Collectivités

locales, des postes et des télécommunications, de la Santé et du Travail.

ONU/SANTÉ/PANDÉMIES Des normes numériques pour la lutte contre la transmission de maladies des animaux à l'homme

Les Nations unies ont annoncé mardi l'adoption de normes numériques pour aider les Etats à lutter contre les risques de transmission de maladies des animaux à l'homme.

Selon la Commission économique de l'ONU pour l'Europe (UNECE), garantir un contrôle adéquat du commerce international des animaux et des produits d'origine animale et permettre l'application adéquate de normes sanitaires strictes sont donc "des mesures importantes pour limiter les risques de transmission des animaux à l'homme".

"Les coronavirus, dont celui responsable de la pandémie de Covid-19, font partie d'une grande famille de virus qui sont communs chez les animaux et peuvent parfois être transmis à l'homme - un phénomène connu sous le nom de zoonose", rappelle Jean Rodriguez, porte-parole de l'UNECE dans un entretien publié sur le portail d'information des Nations-Unies. Selon la même source, la plupart des contrôles existants sur le commerce international des animaux, des plantes et d'autres produits agricoles dans le monde entier sont encore effectués par la délivrance et l'échange de licences, de permis et de certificats sur papier. "Ce processus est non seulement lent mais aussi plus vulnérable à la fraude, à la falsification et à la corruption, ce qui entrave la mise en œuvre efficace des contrôles de santé et de sécurité par les gouvernements", a relevé M. Rodriguez. C'est dans ce contexte que l'ONU a rappelé l'importance des normes du Centre de la facilitation du commerce et des transactions électroniques (CEFACT-ONU) qui facilitent un commerce légal, durable et sûr. "Heureusement, des solutions alternatives sont testées et déployées avec succès", note l'UNECE.

Pour renforcer les contrôles pouvant garantir à la fois la légalité du commerce international et l'application des normes sanitaires, les gouvernements se tournent de plus en plus vers des mécanismes de protection de haute technologie. Il s'agit parfois de ces normes élaborées par le Centre des Nations unies (CEFACT-ONU) d'UNECE, ajoute-t-on.

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE



Algérie Télécom
Direction Opérationnelle d'EL TARG
Sous-direction Fonctions Support
Department ACHAT & LOGISTIQUE

AT/DO.36/SDC/DAL/146/2020 DIRECTION OPERATIONNELLE D'EL TARG AVIS DE PROROGATION DE DÉLAI

La direction opérationnelle de EL TARG informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à la AVIS D'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales N°DO/SDFS/DAL/05/2020 relatif à la CONSTRUCTION DU NOUVEAU SIEGE DE LA DIRECTION OPERATIONNELLE ; de la prorogation des délais de préparation des offres de quinze (15) jours et ce à partir du 13/04/2020

SPORT / CORONAVIRUS

Le Super Rugby programmé en même temps que le Championship, pour rattraper le retard

Le Championnat des clubs de l'hémisphère Sud, Super Rugby, stoppé après seulement sept journées, pourrait être reprogrammé en même temps que le Rugby Championship, qui lui se joue entre les équipes nationales, pour rattraper le retard engendré par la pandémie du nouveau Coronavirus (Covid-19).

Andy Marinos, le patron de la Sanzaar, qui réunit les instances du rugby sud-africain, néo-zélandais, australien et argentin, a annoncé mardi qu'il envisage cette solution parmi d'autres.

«Il ne s'agit pas d'affaiblir l'un pour l'autre, la question est de trouver une solution sensée, dans un délai qui pourrait être limité», a-t-il affirmé, tout en ajoutant qu'au point «où nous en sommes, nous serions bien bêtes d'écarter quoi que ce soit».

Cela signifierait en effet priver de nombreux internationaux pendant une bonne partie de la saison les franchises du championnat, qui confronte 15 équipes de l'hémisphère Sud et du Japon.

Le plan esquissé par Andy Marinos scinderait le Super Rugby en trois mini-championnats de 5 équipes chacun, en Afrique du Sud, Australie et Nouvelle-Zélande.

Les Jaguars argentins joueraient alors avec les Sud-Africains et les Sunwolves japonais avec les Australiens.

Concernant le Rugby Championship, il pourrait se jouer dans un seul pays, avec joueurs et officiels confinés sur un même site, «dans une bulle» pour limiter les risques de propagation du coronavirus.

«Cela semble plus facile si tout est au même endroit», a justifié Andy Le calendrier pourrait ainsi se prolonger jusqu'à la fin décembre, a-t-il précisé.

La saison de Super Rugby devait initialement se terminer en juin tandis que le Championship est programmé d'août à septembre.

La NHL recommande à ses joueurs de rester en quarantaine jusqu'au 30 avril

La Ligue nord-américaine de hockey sur glace, qui a suspendu sa saison le 12 mars en raison de la pandémie de coronavirus, a recommandé mardi aux joueurs de rester en quarantaine jusqu'au 30 avril. La NHL, qui avait précédemment conseillé aux joueurs de rester chez eux jusqu'à mercredi, a déclaré dans un communiqué qu'elle prolongeait ses directives «à la suite de consultations avec les experts de santé, ainsi qu'avec des représentants du syndicat des joueurs, la NHLPA». La recommandation signifie que les installations des équipes resteront fermées aux joueurs.

Lundi, le commissaire de la NHL, Gary Bettman, a déclaré que son instance continuait d'explorer plusieurs options pour reprendre les matches, qu'elles consistent à jouer à huis clos ou sur des sites neutres. «Nous n'avons rien exclu et nous serons prêts à aller dans la direction qui fera sens en ces temps actuels. Mais pas tant qu'il n'y aura pas la certitude que les gens peuvent se réunir», a-t-il dit. Selon lui, en cas de feu vert, les joueurs auront besoin de deux à trois semaines pour se préparer physiquement, une fois que l'entraînement sur les patinoires reprendront.

«Autant nous pouvons nous soucier de garder tout le monde, pas seulement nos joueurs ou la famille de la NHL, à l'abri du coronavirus, autant nous voulons également nous assurer que nos joueurs ne mettent pas leur santé en danger en revenant trop tôt sans être en forme pour le faire», a-t-il déclaré.

APS

VOLLEY-BALL/ ALGÉRIE (COVID-19) : Lamouchi : «Il n'est pas question de décréter une saison blanche»

Le président de la Fédération algérienne de volley-ball (FVB) Mustapha Lamouchi, a écarté mardi l'idée d'annuler la compétition nationale, dans ses différents paliers, quitte à « reprendre le championnat en septembre », alors que tout est suspendu en raison de l'épidémie du nouveau coronavirus (Covid-19).

« Au niveau de la Fédération, il n'est pas question de décréter une saison blanche, cela signifierait que les efforts consentis par la FVB et les clubs partiront en fumée, cette option est d'ores et déjà écartée.

Nous avons été sollicité par le Ministère de la jeunesse et des sports (MJS) pour aborder une éventuelle reprise si la situation sanitaire le permettra, nous avons présenté trois scénarios possibles », a indiqué à l'APS le premier responsable de l'instance fédérale.

L'ensemble des compétitions et manifestations sportives, toutes disciplines confondues, sont suspendues depuis le 16 mars dernier, jusqu'au 19 avril, en raison de la propagation du Covid-19. « Si nous obtenons l'autorisation de reprendre à la fin avril, la reprise se fera un mois plus tard, soit à la fin du mois de mai.

Sinon, si le confinement se prolongera, nous repren-



drions en juillet ou même en septembre prochain s'il le faut. J'ai sollicité la Direction technique nationale (DTN) et nous nous sommes entendus pour accorder trois semaines de préparation aux clubs avant la reprise, c'est assez suffisant pour replonger dans l'ambiance de la compétition », a-t-il ajouté. Avant d'enchaîner : « le calendrier se poursuivra avec 12 jour-

nées restantes pour la division Excellence (hommes), 6 journées pour le championnat Dames, alors que la Coupe d'Algérie a atteint le stade des 1/8es de finale.

Nous pourrions boucler la saison en deux mois, alors que la prochaine saison devrait démarrer en janvier 2021 ». Concernant le programme de l'équipe nationale, Mustapha La-

mouchi a estimé que « le Six national n'a pas été perturbé par la situation actuelle, du moment qu'aucun stage ou échéance n'était prévu. Le report du championnat arabe des nations qui devait se dérouler en octobre dernier, a engendré automatiquement le report du prochain regroupement qui devrait se dérouler à l'issue de la saison », a-t-il conclu.

HANDBALL/CHAMPIONNAT DE FRANCE: Fin de saison définitive, le PSG champion

La Ligue nationale française de handball (LNH) a officialisé mardi la fin de la saison 2019-2020 de la Lidl Staligue (D1) ainsi que de la Proligue (D2), alors que le Paris SG a été déclaré champion de France.

Les espoirs, infimes, de reprendre la compétition ont été annihilés par le dernier discours du président français, Emmanuel Macron, dans lequel il a confirmé le prolongement du confinement jusqu'au 11 mai, et suspendu les grands rassemblements jusqu'en juillet prochain.

Ainsi, cette fin de saison prématurée profite au PSG, qui est sacré champion de France et donc directement qualifié pour la Ligue des Champions.

En 18 journées disputées, le club de la capitale était invaincu, et comptait 6 points d'avance sur son dauphin nantais.

Ce dernier devrait pouvoir obtenir son ticket pour la plus prestigieuse des compétitions européennes.

Ses poursuivants, Nîmes, Montpellier et Toulouse sont eux qualifiés

pour la Ligue Européenne (C2, ex-Coupe de l'EHF).

« En ce qui concerne la saison 2020-2021, pour faciliter la relance dans un contexte économique compliqué, la LNH acte le maintien de tous les clubs qui ont participé cette saison aux championnats.

Cesson-Rennes et Limoges (2eme de Proligue) accèdent en Lidl Staligue, et rejoignent l'élite composée donc désormais de 16 équipes », indique un communiqué de la Fédération française de handball.

VOVINAM VIET VO DAO / CORONAVIRUS : Les règlements du Championnat national de jeunes dévoilés par la Fédération

Les règlements du Championnat national de vovinam viet vo dao ont été dévoilés lundi soir par la Fédération algérienne de la discipline, organisatrice de cet événement, qui se déroulera du 15 au 22 avril via le net, en raison de la pandémie du nouveau Coronavirus. « Les candidats

ne pourront concourir que dans deux des sept spécialités inscrites au menu de ce championnat », ouvert uniquement aux jeunes (Garçons et Filles), âgés entre 14 et 18 ans, à commencé par expliquer la Fédération.

« Le port de l'équipement réglementaire, ainsi que le salut, au début et à la fin de

l'exhibition, sont également obligatoires » ont ajouté les organisateurs, en précisant que « la vidéo » relatant la performance des candidats « ne doit pas dépasser les trois minutes ».

La Fédération a insisté également sur l'obligation de « réaliser ces vidéos à l'intérieur de la maison », en

respect des mesures de confinement, dictées par la pandémie du nouveau Coronavirus.

Après quoi, les vidéos seront envoyées à la Fédération, où un jury composé de plusieurs experts, dont le président Mohamed Djouadj, se chargera de les évaluer.

CORONAVIRUS - TENNIS: La Confédération africaine prolonge la suspension de ses compétitions

La Confédération africaine de tennis (CAT) a prolongé la suspension de ses événements et compétitions officielles ITF/CAT en raison du nouveau coronavirus (Covid-19), a annoncé mercredi la Fédération algérienne de la discipline (FAT).

« La CAT qui continue à évaluer l'évolution de la pandémie en conjonction, principalement avec la Fédération Internationale de Tennis

(ITF) tout en suivant les recommandations d'International SOS et les conseils des experts en la matière pour assurer la santé et la sécurité de toutes les personnes impliquées dans ses événements a décidé de prolonger le report de toutes les compétitions et événements organisés sous l'égide de la CAT et de l'ITF prévus en Afrique à des dates ultérieures. Aucune compétition n'aura lieu

avant le 13 juillet 2020 », a expliqué l'instance fédérale. Il s'agit du troisième report de suite après celui du 11 mars et du 4 avril. D'autre part, la CAT a décidé de reporter son Assemblée générale annuelle (AGA) initialement prévue à Tunis les 19 et 20 Juin 2020 à une date ultérieure. Selon la même source, l'AGA aura lieu probablement durant le dernier trimestre de 2020 (octobre - novembre 2020).

Youcef Belaili décline l'offre de l'ES Tunis

L'international algérien Youcef Belaili a décliné l'offre de l'ES Tunis dont les dirigeants l'avaient mis sur la liste des revenants à ses rangs, pour la saison prochaine, aux côtés d'autres enfants du club.

«Merci pour les bonnes intentions de l'Espérance, mais je veux rester à Al Ahli (Arabie saoudite) et honorer mon contrat», a indiqué Belaili aux médias tunisiens, précisant que l'incident qu'il avait avec son club employeur est désormais clos.

«Al Ahli tout est entré dans l'ordre entre moi et le club après que les dirigeants m'ont réglé le problème salarial.

Je veux rester et honorer mes engagements», a expliqué le champion d'Afrique algérien.

Ancien joueur de l'Espérance avec lequel il avait remporté plusieurs titres nationaux et continentaux, Belaili n'a pas oublié son très beau passage chez les Sang et Or.

«L'Espérance est la meilleure équipe d'Afrique même si d'autres vont dire le contraire, j'espère pouvoir porter son



maillot une nouvelle fois.» a conclu Belaili, auteur de six buts en 20 matchs avec Al Ahli d'Arabie saoudite, club de Super league, qu'il avait rejoint en 2019 en provenance de l'EST.

CHAMPIONNAT DU QATAR : Hanni «satisfait» de sa première saison avec Al-Gharafa SC

L'attaquant international algérien Sofiane Hanni, s'est dit satisfait de sa première saison sous les couleurs d'Al-Gharafa SC (Div.1 qatarienne de football), au cours de laquelle il a inscrit jusqu'à 12 buts, toutes compétitions confondues, avant la suspension de la compétition en raison de la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19).

«Je suis très satisfait de ma première saison au Qatar, j'ai débarqué ici il y a peu et mes apparitions sont positives avec le club.

On est 4e au classement et le championnat n'est pas encore terminé, c'est bien pour.

Malgré que l'on regrette quelques points perdus facilement», a-t-il indiqué au site officiel du championnat du Qatar «Stars league».

Il s'agit de la première expérience pour Hanni (29 ans) au Golfe, lui qui avait entamé sa carrière professionnelle en Europe.

Il s'est engagé l'été dernier avec Al-Gharafa pour un contrat de trois saisons, en provenance du Spartak Moscou (Div.1 russe).

«La compétition est rude entre les clubs ici au Qatar, c'est un championnat qui



contient de nombreux joueurs de qualité.

On doit bien se préparer pour la reprise du championnat», a-t-il ajouté.

Interrogé sur son quotidien en pleine période de confinement en raison du Covid-19, l'ancien buteur d'Anderlecht (Belgique) a estimé que «durant cette période on n'a rien à faire, j'essaie de m'entraîner seul et de suivre un programme que le préparateur physique nous a donné. J'ai deux enfants et j'essaie de jouer

avec eux le plus longtemps possible pour qu'ils essayent d'oublier ce qui se passe en ce moment.

J'évite de sortir et je conseille aux gens de rester chez eux et de penser à leurs familles». Hanni ne figurait pas dans la liste des 23 joueurs, sacrés champions d'Afrique, lors de la précédente Coupe d'Afrique des nations CAN-2019 en Egypte, lui qui compte 12 sélections avec les «Verts» (4 buts).

CR BELOUZDAD : Selmi et Haïs prolongent leur contrat de deux saisons

Le CR Belouizdad (Ligue 1 algérienne de football), a annoncé mardi la prolongation des contrats du milieu défensif Housseyn Selmi et du défenseur Rayane Haïs, pour deux saisons supplémentaires.

Si Haïs a pu se déplacer au siège du club pour parapher sa prolongation, en présence

du manager général du club Taoufik Kourichi, Selmi n'a pu effectuer le déplacement à Alger, en signant un contrat électronique, précise le Chabab sur sa page officielle Facebook.

Arrivé au CRB en 2018 en provenance du RC Kouba (Div. Amateur), Haïs (22 ans), qui évolue dans le couloir gauche,

est lié désormais jusqu'en 2023, lui qui a pris part à neuf rencontres de championnat cette saison. De son côté, Housseyn Selmi, considéré comme l'un des tauliers de club algérois, est lié avec le club phare de Laâquba jusqu'en juin 2022.

Avant la suspension du championnat le 16 mars, en

raison de l'épidémie du nouveau coronavirus (Covid-19), le CRB occupait la tête du classement avec 40 points soit trois longueurs d'avance sur ses deux poursuivants directs l'ES Sétif et le MC Alger, qui comptent 37 points chacun.

Le Chabab et le MCA détiennent un match en moins.

FIFAGATE: Napout, ex-patron de la confédération sud-américaine, reste en prison

L'ex-président de la confédération d'Amérique du Sud (Conmebol), Juan Angel Napout, qui a fait appel de sa peine de 9 ans de prison pour corruption dans le «Fifagate», a vu sa demande de mise en liberté sous caution rejetée par une juge fédérale.

«Le tribunal constate que l'accusé n'a pas démontré par des preuves claires et convaincantes qu'il n'a pas l'intention de fuir», a justifié la juge Pamela K.

Chen dans une brève ordonnance publiée mardi.

«Le tribunal estime que l'incitation du prévenu à fuir est plus grande maintenant que lorsqu'il était initialement placé en détention provisoire, étant donné qu'il est en prison depuis environ 28 mois et qu'il risque de devoir y retourner pour cinq ans de plus si son appel est rejeté», a-t-elle ajouté.

Il y a quatre jours, la juge fédérale a également refusé au Paraguayen une première demande de libération liée à la pandémie de coronavirus.

Elle a estimé que Napout «présentait à peine plus de risque de subir des conséquences aggravées du virus, s'il le contractait, que les jeunes détenus», tout en soulignant qu'aucun cas de Covid-19 n'avait été recensé dans l'établissement pénitencier de Floride où il est retenu.

M.

Napout, qui aura 62 ans en mai, avait également été condamné à une amende d'un million de dollars et à restituer 3,3 millions de dollars de pots-de-vin perçus dans le cadre d'un vaste scandale de corruption au sein de la Fifa, qui avait valu à l'ex-patron de la Confédération brésilienne, José Maria Marin, d'être également condamné à quatre ans de prison.

Ce dernier, âgé de 87, s'est vu accorder une libération anticipée pour des raisons de santé, il y a quinze jours, par la même juge chargée de l'affaire.

Les deux anciens responsables du football sud-américain avaient comparu aux Etats-Unis fin 2017, durant un procès de six semaines qui avait exposé les millions de dollars de pots-de-vin versés par des sociétés de marketing sportif, en échange des droits de retransmission télé et de promotion de tournois du continent, dont la Copa America et la Copa Libertadores.

La MLS pourrait écourter sa saison, qui ne reprendra «probablement» pas à la mi-mai

La Ligue nord-américaine de football (MLS) a reconnu mardi qu'il était «extrêmement improbable» que sa saison reprenne comme espéré à la mi-mai et a laissé entrevoir la nécessité de devoir l'écourter, compte tenu de l'évolution de la pandémie de Covid-19. «Bien que nous espérons rejouer à la mi-mai, cela apparaît extrêmement impro-

bable étant donné les directives des autorités sanitaires fédérales et locales», a déclaré la MLS dans un communiqué.

Le 19 mars, la ligue avait suspendu son championnat pour deux mois en raison de la pandémie, après seulement deux journées disputées.

«Notre objectif reste de jouer le plus de matchs possible, et

bien qu'il nous reste actuellement suffisamment de dates pour jouer toute la saison, nous reconnaissons à ce stade que ça puisse devenir difficile de le faire», a admis la ligue.

Selon le calendrier, pour l'heure non modifié de la MLS, la saison régulière doit se terminer le 4 octobre, pour laisser place aux play-offs devant se dé-

rouler jusqu'à la finale, le 7 novembre. «Nous continuons d'en apprendre plus chaque jour grâce à nos experts médicaux, et nous espérons avoir plus de détails dans les semaines à venir concernant le moment où nous pourrions jouer à nouveau», a déclaré la MLS. A titre de mesure de prévention, la MLS a également interdit l'accès aux installations

des équipes jusqu'au 24 avril au moins. Les autres grandes ligues sportives, également à l'arrêt, restent elles aussi suspendues à l'évolution du nouveau coronavirus aux Etats-Unis, où sont recensés plus de 590.000 cas, ayant entraîné plus de 24.700 décès, le total le plus élevé au monde.

PREMIER LEAGUE /NEWCASTLE: La vente du club se précise

Le propriétaire de Newcastle ou évolue l'international algérien Nabil Bentaleb, pourrait céder rapidement le club à un fonds d'investissement saoudien pour quelque 343 millions d'euros, selon les médias britanniques. "La prise de contrôle de Newcastle United (Premier League) par un groupe dirigé par la financière britannique Amanda Staveley avec le soutien d'un fonds d'investissement d'Arabie saoudite (80 % des parts) est sur le point d'aboutir", a ajouté la même source. Selon Sky Sports, le patron des Magpies, le milliardaire britannique Mike Ashley, propriétaire depuis 2007 devrait céder le club pour, environ 300 millions de livres (343 millions d'euros), un prix inférieur aux précédentes estimations (340 millions de livres) en raison de l'impact de l'épidémie de coronavirus.

MANCHESTER CITY L'attaquant allemand Leroy Sané partant pour le Bayern

L'attaquant international allemand de Manchester City Leroy Sané est toujours décidé à rejoindre le Bayern Munich, a annoncé son nouvel agent, Damir Smoljan, dans une interview accordée mercredi au journal allemand Sport Bild. «A partir de maintenant nous avons officiellement le mandat d'agent de Leroy Sané et nous pouvons mener des négociations», explique Smoljan, le directeur général de Lian Sports. «Le FC Bayern est le seul club en Allemagne que Leroy peut envisager comme prochaine étape dans sa carrière», a-t-il indiqué. «Il estime que les conditions y sont réunies pour qu'il réalise son objectif suprême : gagner la Ligue des champions». «En contact avec lui, nous échangeons avec Manchester City pour voir quelle pourrait être la prochaine étape», poursuit l'agent.

«L'intérêt du FC Bayern pour Sané n'est pas un secret, mais d'autres très grandes équipes européennes nous ont déjà contactés à son sujet». Bild cite notamment le FC Barcelone et le Real Madrid parmi les clubs intéressés. International allemand aux 21 sélections (5 buts), Sané est à 24 ans l'un des très grands espoirs de la Mannschaft pour les années à venir. Alors que le feuilleton de son possible transfert au Bayern agita l'Allemagne en fin de saison dernière, il s'est gravement blessé à un genou (ligaments croisés), en août, lors du premier match de la saison contre Liverpool, et les discussions semblent avoir été mises en sourdine depuis. Il avait repris l'entraînement et joué un match avec la réserve lorsque les compétitions ont été interrompues en mars, en raison du coronavirus.

APS

PANDÉMIE DU CORONAVIRUS «Ce sera compliqué de programmer des matchs internationaux en 2020»

Le Canadien Victor Montagliani, président de la Confédération de football d'Amérique du Nord d'Amérique centrale et des Caraïbes (CONCACAF) et vice-président de la Fédération internationale (Fifa), a estimé qu'il serait «compliqué» de programmer des matchs internationaux en 2020, en raison de la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19), laissant ainsi planer le doute sur la tenue de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2021 au Cameroun à sa date initiale (9 janvier - 6 février).

«Un groupe de travail des confédérations étudie le sujet des fenêtres internationales pour que celle prévue en septembre puisse avoir lieu.

Personnellement, je pense que ce sera compliqué», a indiqué Victor Montagliani à l'agence américaine Associated Press (AP).

En raison de la pandémie créée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la CAF a été obligée de reporter les deux prochaines journées des qualifications de la CAN-2021 qui devaient se jouer en mars dernier, mais également le Championnat d'Afrique des nations CHAN-2020, programmé initialement en avril au Cameroun.

«Le groupe de travail pourrait arriver à une alternative dans laquelle les fenêtres internationales de septembre, octobre et novembre 2020 seraient reprogrammées pour permettre aux championnats de rattraper leur retard sur la saison en cours et la prochaine.

La priorité reste les championnats nationaux», a-t-il ajouté.



La Confédération africaine de football (CAF), jusque-là catégorique quant à la date de la prochaine CAN-2021, pourrait être forcée à revoir ses plans.

Le président de l'instance africaine Ahmad Ahmad, dans une récente déclaration au quotidien française Le Monde, a écarté l'idée de décaler la CAN-2021.

«Nous avons décidé de re-

porter les matchs qualificatifs pour la CAN-2021, prévus fin mars.

Des fédérations nous le demandaient et, de toute manière, avec la suspension de nombreuses liaisons aériennes, des joueurs africains confinés en Europe, cette décision s'imposait d'elle-même.

La cinquième journée est prévue en juin, il est encore

trop tôt pour décider si elle aura lieu, mais il nous reste encore des dates en septembre, octobre et novembre, quitte à repousser la première journée des qualifications pour la Coupe du monde 2022, prévue justement en novembre.

À l'heure où je vous parle, la phase finale de la CAN-2021 est toujours fixée à janvier et février prochains».

Les coupes d'Asie auront bien lieu en 2020, promet l'AFC

Les coupes d'Asie de football, reportées jusqu'à nouvel ordre en raison de la pandémie de Covid-19, auront bien lieu en 2020, a promis mercredi le secrétaire général de la Confédération asiatique (AFC) Windsor John. La Ligue des champions asiatique et

l'AFC Cup (équivalent asiatique de la Ligue Europa) «se joueront toutes deux cette année. Nous avons encore du temps», a assuré le Malaisien. De nouvelles dates pourraient être fixées d'ici à fin avril et les matches se joueront à huis clos «si c'est ce que les au-

torités sanitaires réclament». Les deux compétitions de clubs ont été suspendues en mars, en pléines phases de groupes. L'AFC justifie sa volonté de les maintenir «pour des raisons sportives et pour honorer des obligations commerciales».

Sanction confirmée pour les clubs grecs PAOK et Xanthi

La commission d'appel de la fédération grecque de football a rejeté mardi les procédures d'appels des clubs du PAOK Salonique et de Xanthi, sanctionnés de retraits de points par la Ligue le mois dernier pour actionnariat commun.

Le PAOK a été pénalisé de 7 points en championnat pour actionnariat commun avec Xanthi, un autre club de première division qui s'est lui vu retirer 12 points, par le comité disciplinaire de la Ligue grecque.

En décembre, l'Olympiakos, autre grand club grec, avait accusé Ivan Savvidis, propriétaire

du PAOK, de détenir par un membre de sa famille des parts de Xanthi, pratique illégale passible de relégation.

L'équipe de Thessalonique a annoncé qu'elle allait maintenant porter son affaire devant le Tribunal arbitral du sport (TAS) à Lausanne en Suisse.

«Faire appel au TAS est une voie à sens unique.

Nous l'avions annoncé dès le début, après tout, sachant comment fonctionne la justice grecque», a déclaré le directeur de la communication du PAOK, Lefteris Doukas. Selon les règlements de la Ligue grecque,

tout actionnariat commun entre deux clubs est puni par une relégation automatique, mais le gouvernement est intervenu pour adoucir la sanction.

L'Olympiakos occupait la tête du championnat après la fin de la saison régulière, le PAOK étant désormais 14 points derrière, à la deuxième place.

Un barrage d'après-saison visant à déterminer qui portera le championnat ainsi que les places en Ligue des champions et en Ligue européenne a été reporté en raison de l'épidémie de coronavirus.

Xanthi, qui occupe la 12e

place sur 14 équipes, rejoindra sept autres clubs dans les barrages de montée-relégation.

La finale de la Coupe de Grèce du 23 mai risque également d'être reportée après que les demi-finales prévues pour la fin avril ont été mises en suspens par la fédération en raison de la pandémie.

Une interdiction d'activités sportives dans le cadre d'un confinement national est en vigueur jusqu'au 27 avril au moins. Mardi, le ministère grec de la santé a fait état de 101 morts pour 2.170 cas confirmés de nouveau coronavirus.

CÔTE D'IVOIRE (ÉLECTIONS DE LA FIF) Un candidat se retire au profit de Drogba

Le candidat Eugène Diomandé s'est retiré de la course à la présidence de la fédération ivoirienne de football (FIF), au profit de Didier Drogba, rapporte mardi la presse locale.

Il était l'un des premiers à se déclarer à la succession de Sidy Diallo.

Président du Séwé Sports de San Pedro (Div. ivoirienne), Diomandé jette l'éponge.

Il préfère se rallier à l'ancien capitaine des «Eléphants» et buteur de Chelsea FC (Premier league anglaise).

«La candidature de Didier Drogba est

une chance pour le renouveau du football ivoirien», a-t-il annoncé dans une conférence de presse tenue à Abidjan.

C'est déjà le deuxième candidat qui se retire des élections à la présidence de la FIF. Malick Tohé, initialement candidat, s'est rallié à Idriss Diallo. Et l'autre candidat en lice reste Sory Diabaté, actuel vice-président de l'instance ivoirienne.

En mai prochain, une assemblée générale de l'institution fixera les dates des élections. Ces dernières ne devraient avoir lieu qu'après la crise sanitaire mondiale.



LITTÉRATURE - DISTINCTION

Le Président Tebboune félicite le romancier Abdelwahab Aissaoui lauréat du Prix Booker



Le président de la République Abdelmadjid Tebboune a félicité mardi le romancier algérien Abdelwahab Aissaoui, lauréat du prix international du roman arabe "Booker 2020".

Dans un tweet sur sa page officielle sur les réseaux sociaux, le Président a

écrit "à la veille de la célébration de la journée du savoir, voilà le jeune Abdelwahab Aissaoui de Djelfa rejoindre les nombreux écrivains algériens qui ont brillé de par le monde par leurs travaux, cette fois par le prestigieux prix international Booker". Le président s'est

adressé directement au jeune romancier en lui disant "continue sur cette voie mon fils, tu me trouveras toujours à tes côtés". A noter que le jeune Aissaoui a remporté le prix international Booker 2020 dans sa 13^e édition avec son roman "Eddiwan el isbarti".

VISITE DE CHENGRIHA À LA 2ÈME RM

Lutte contre le Covid-19 : l'ANP prête à consentir des "efforts aussi laborieux que dévoués"

Le général-major Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire par intérim, a assuré, mardi à Oran, que l'ANP est prête à se "sacrifier" et à consentir des "efforts aussi laborieux que dévoués" pour en assurer le "bien-être et la sécurité sur tous les plans et dans tous les domaines" du peuple algérien après la propagation du coronavirus à travers le territoire national.

"Notre pays a pris, sous la conduite de Monsieur le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, un ensemble de mesures préventives dès les premiers jours de l'apparition des premiers cas d'épidémie. Il est évident que ces mesures pertinentes prises par le Haut Commandement du pays, n'auraient pu donner leurs fruits sur le terrain, sans la compréhension et la conscience de notre peuple, ainsi que sa patience face aux épreuves et aux adversités", a déclaré le général-major Chanegriha à l'occasion de sa visite de travail et d'inspection en 2^e Région militaire à Oran, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale.

Il a ajouté "en effet, comme un seul homme, tel qu'il nous a toujours habitués, notre peuple a apporté son soutien et son appui à son Etat, en faisant acte de solidarité avec ses concitoyens nécessaires, dans un élan d'entraide historique".

"Pour ce noble peuple algérien, auquel nous vouons tant d'estime et de respect, nous sommes prêts au sein de l'ANP à nous sacrifier et à consentir des efforts aussi laborieux que dévoués pour en assurer le bien-être et la sécurité sur tous les plans et dans tous les domaines", a-t-il souligné dans une allocution d'orientation suivie par l'ensemble des cadres des unités de la Région via visioconférence et prononcée lors d'une réunion avec les cadres de la Ré-



gion, en présence des représentants des différents corps de sécurité, et précédée par un exposé présenté par l'Adjoint au Commandant de la 2^e Région Militaire, portant sur les diverses mesures prises pour faire face à l'épidémie du Coronavirus.

Il a poursuivi disant que "preuve en est, le succès remarquable des équipages relevant de nos Forces aériennes à dresser un pont aérien entre l'Algérie et la Chine populaire, pour acheminer, en un temps record, les matériels et équipements médicaux", ce qui dénote encore une fois, a relevé le général-major Chanegriha, "la grande disponibilité opérationnelle de l'ensemble des composantes de l'ANP à intervenir dans toutes les conditions et les circonstances".

Après, et à l'issue de la cérémonie d'accueil à l'entrée du siège du Commandement de la Région, M. Chanegriha a observé un moment de recueillement à la mémoire du défunt moudjahid "Boudje-

nane Ahmed" dit "Si Abbès", dont le nom est porté par le siège du Commandement de la Région. Pour la circonstance, il a déposé une gerbe de fleurs devant sa stèle commémorative et récit la Fatiha à sa mémoire et à celle de nos valeureux Chouhada.

S'inscrivant dans la dynamique des visites d'inspection aux différentes Régions militaires et dans le cadre du suivi du degré d'exécution des mesures prises pour la lutte contre l'épidémie du Coronavirus, le Général-Major a suivi, par la suite, à l'hôpital militaire régional universitaire d'Oran, une présentation donnée par le directeur de cet établissement hospitalier portant sur "les efforts consentis pour faire face à l'épidémie du Coronavirus".

Il a, ensuite, inspecté le service dédié aux contaminés, où il a tenu à exprimer l'estime et la gratitude de tous les personnels de l'ANP aux cadres et personnels des corps médical et paramédical, pour les efforts qu'ils fournissent chaque jour en étant mo-

bilisés sur le premier front face à cette épidémie".

Le chef d'état-major de l'ANP par intérim, les a exhortés, à ce propos, à "consentir davantage d'efforts dévoués, dans un cadre coordonné et synergique, dans l'objectif d'assurer la prise en charge médicale nécessaire des personnes infectées parmi les personnels militaires, et d'être prêts à intervenir, en cas de besoin, pour apporter l'assistance aux citoyens et contribuer à diminuer la charge sur le système sanitaire national".

À l'École d'application de la santé militaire à Sidi Bel Abbès, le Général-Major a inspecté, de près, l'hôpital de campagne qui dispose de tous les équipements modernes et les moyens médicaux permettant de prendre en charge un nombre considérable de personnes touchées par le virus Covid-19.

Il a, par la suite, effectué une visite à l'École des cadres de l'infanterie à Sidi Bel Abbès, où il a donné aux cadres et personnels de l'École, des "instructions et orientations portant dans l'ensemble sur la prévention de la propagation de l'épidémie du Coronavirus et sur la nécessité de prendre les mesures nécessaires y afférentes". M. Chanegriha a aussi mis l'accent sur l'"impératif" d'accorder une importance majeure à la principale mission confiée à l'École, à savoir, la formation, celle-ci devant faire du militaire, précise le MDN, "une personne consciente, au fait de tous les détails du métier des armes, et à même d'accomplir ses missions avec honnêteté, professionnalisme et compétence".

Par ailleurs, une formation de base solide, constituera un capital cognitif à même de le préparer à entamer sa carrière professionnelle avec succès, conclut le communiqué.

JUSTICE - DIFFAMATION SUR FACEBOOK POUR LEURRER L'OPINION PUBLIQUE

Six mois de prison ferme à l'encontre des deux accusés

Le Tribunal de Koléa (Tipasa) a prononcé une peine de 6 mois de prison ferme assortie d'une amende de 50.000 DA à l'encontre de deux individus pour outrage à corps constitué et tentative de leurrer l'opinion publique dans une vidéo publiée sur Facebook, indique mardi un communiqué de la Sûreté de wilaya de Tipasa. Le Procureur de la République près le Tribunal de Koléa a ordonné une procédure de comparution immédiate pour les chefs d'accusation de "diffamation sur réseaux sociaux, outrage à corps constitué et tentative de leurrer l'opinion publique", souligne le communiqué dont l'APS a obtenu une copie.

L'affaire remonte au 7 avril en cours lorsque les forces de la police sont intervenues au niveau de la polyclinique de Bou Ismail suite à un appel au secours pour agression de l'équipe médicale de garde par une bande criminelle à l'aide d'armes blanches, précise la même source. Alors que les éléments de la brigade de recherche et d'investigation (BRI) tentaient d'arrêter les membres de la bande criminelle qui ont opposé une violente résistance, les mis en cause ont saisi l'occasion pour filmer la scène avant de publier la vidéo sur un réseau social en faisant accroire qu'il s'agit d'une agression de citoyens par des policiers,

poursuit le communiqué. La vidéo était accompagnée de propos injurieux à l'égard des services de la Sûreté dans une tentative "claire" de leurrer l'opinion publique locale et nationale, en lui faisant accroire qu'il s'agissait de "jeunes violentes pour avoir transgressé le confinement sanitaire", poursuit le communiqué. Sitôt la vidéo publiée sur les réseaux sociaux, les services de la police scientifique s'appuyant aux technologies modernes ont engagé des investigations ayant permis de localiser les deux mis en cause qui ont reconnu l'accusation retenue contre eux, conclut le communiqué.

APS

